

Tables de l'année 2015

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs.....	I à V
Table alphabétique des matières	VI à XXIX
Table chronologique de la jurisprudence	XXX à XXXII

Nous rappelons à nos lecteurs que ces tables figurent sur Internet en téléchargement libre, ainsi que diverses autres en complément ; ces documents sont disponibles sur le site <https://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles

Par ailleurs, les pages « Publications juridiques » de la rubrique « Kiosque » du site cgt.fr contiennent également des informations complémentaires

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- CDD et « variation cyclique d'activité ». Un arrêt, deux questions et (peut-être) deux ruptures
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 324

AKANDJI-KOMBÉ Jean-François

- Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi d'après la Convention n°81 de l'OIT 103

AUBIN Éric

- Participation à l'entretien : Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé. Entretien entre avocats, syndicaliste, universitaires et Alain Supiot, Professeur au Collège de France, organisé et publié sous la direction de Marianne Keller Lyon-Caen, Maître de conférences honoraire à l'université de Paris-I 582- 594

BAUDEU Eric (avec Nicolas CAPRON)

- La recevabilité de l'action syndicale en justice en cas de liquidation judiciaire et de rachat d'actifs
Cour d'appel de Rouen (Ch. civ. et com.) 10 septembre 2014 65

BENYOUCHEF Mouna

- Dévoiement disciplinaire de la clause de mobilité et prohibition de sa mise en œuvre discriminatoire
Cour d'appel de Chambéry (Ch. soc.) 24 juin 2014 195

BERNARD Savine

- Suspension de la réorganisation du travail à la suite du refus du CHSCT d'émettre un avis, refus provoqué par la non prise en compte par l'employeur de l'expertise
Tribunal de grande instance de Paris 17 juin 2014 24

BEUZELIN Jérôme

- L'interminable réforme de l'inspection du travail et des prud'hommes – Le management au mépris du droit social 133
- Inspection du travail et contrôle des étrangers 156

BIED-CHARRETON Marie-France

- Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014 169
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013 169
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2015 170

BIZEUR François

- Loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ? 372

BIZOT Nathalie

- L'information due, suite à un transfert, au nouvel employeur par le représentant du personnel qui détient un mandat extérieur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015 539

BONNECHÈRE Michèle

- Introduction du colloque : L'inspection du travail, l'entreprise et les droits des travailleurs 69
- L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée 87

BORZAKIAN Jérôme

- Le refus légitime du secrétaire du CHSCT de signer un ordre du jour concernant des projets relevant des orientations stratégiques, sans consultation préalable du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 27 mars 2015 633

BOTTIN-VAILLANT Catherine

- Secteur d'activité du groupe : quel périmètre pour l'appréciation du motif économique de licenciement ?
Tribunal administratif de Lyon 10 juin 2014 50
Cour d'appel d'Amiens 30 septembre 2014 52

BOUHIER Vincent

- L'inspection du travail et l'Union européenne : une convergence d'objectifs 117

BOULMIER Daniel

- À la RATP, l'enquête à l'ticket... Contribution à l'éradication d'une officine patronale 171
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 3) 29 décembre 2009 179
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011 180
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 16 août 2013 182
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 6) 2 juillet 2014 184
- L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression 492
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2015 497
Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015 498
- Chroniques jurisprudentielles : Procédure prud'homale 654-666

BOUTONNET Pierre (avec Jacques Déchoz)

- L'emploi, ce privilège accordé par l'entreprise, au prix de quels sacrifices ?
Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014 - Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015 635

CALVEZ Yves

- Pour une inspection du travail forte et adaptée à notre temps 122

CAMAJI Laure

- *Discussion* : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ?590
- *Discussion* : Un droit à la complémentaire santé pour tous ? ...603 (avec Florent Hennequin et Émilie Videcoq)
- De nouveaux droits pour les chômeurs ?570

CANUT Florence

- Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B)328

CAPRON Nicolas

- L'absence de mention des griefs dans le courrier de convocation à l'entretien préalable à un licenciement constitue une violation des droits de la défense
Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadr.) 26 mai 2015535 (avec Éric Baudeau)
- La recevabilité de l'action syndicale en justice en cas de liquidation judiciaire et de rachat d'actifs
Cour d'appel de Rouen (Ch. civ. et com.) 10 septembre 2014 65

CGT

- *Loi Macron* : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution501
- Document : Déclaration du CCN de la CGT (la situation après les attentats du 13 novembre)702

CHARBONNEAU Alexandre (avec Jérôme Porta)

- Avant-propos du colloque : Préjudices et indemnisation en droit social437

CHAUCHARD Jean-Pierre

- Un droit à la complémentaire santé pour tous ?598

CHIREZ Alain (avec Christian Expert)

- L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude avec réserves (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)612
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015619

DAVIOT Laure

- L'éviction illicite d'un salarié malade : réintégration et indemnisation
Cour d'appel d'Agen 13 janvier 2015523

DÉCHOZ Jacques

- Transferts conventionnels et clauses restrictives et discriminatoires. Une appréciation bien souple du Conseil d'État
Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} srr) 28 novembre 2014281
- Le temps de trajet, pris pendant l'horaire normal de travail en exécution des fonctions représentatives, s'impute sur les heures de délégation : une amputation de l'activité du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014427 (avec Pierre Boutonnet)

(avec Pierre Boutonnet)

- L'emploi, ce privilège accordé par l'entreprise, au prix de quels sacrifices ?
Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014 - Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015635

DECOUT-PAOLINI Rémi

- L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage - Conclusions
Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} srr) 5 octobre 2015676

DE SAINT-RAT Annie

- CHSCT, risques psychosociaux et témoignages de salariés et d'élus
Cour d'appel de Versailles (14^{ème} ch.) 7 mai 2015705

DESRUES Michel

- Quand le droit civil vient timidement au secours des salariés abusés par de trompeuses ruptures conventionnelles
Cour d'appel de Versailles 16 décembre 2014366

DIRINGER Josépha

- Note de lecture sur le rapport de l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicale189 (avec Morgan Sweeney)
- Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? .378

DOCKÈS Emmanuel

- Tensions aux frontières du droit de grève : la solidarité interne et la séquestration en question (à propos de Cass. Soc. 2 juillet 2014, *Sté Finimétal*)1
- Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ?252

DROSS Paul-Éric

- Pour une inspection du travail, bien commun des salariés127

DUMONT Brigitte

- La *Joint Audit Corporation* (JAC) : quand la coopération va au-delà de la compétition dans le secteur des télécommunications85

EXPERT Christian (avec Alain Chirez)

- L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude avec réserves (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral)612
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015619

FABRE Alexandre

- Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi469

FAIVRE-PICON Michel

- Le particularisme des salariés du secteur de l'aide à la personne au prisme de leurs temps de déplacement
Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2014208

FERRÉ Nathalie

- Les infirmières et infirmiers de santé au travail : une réforme inachevée7

FERRER Anaïs

- L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades621
Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015628 (avec Bernard Schmid)
- Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective356

FLEURY Marie

- Le scandale de l'amiante et son rapport au droit à l'indemnisation485

FRAYSSE Jacqueline

- Le rôle ambigu de l'administration du travail dans le contentieux des licenciements collectifs19

GAHDOUN Pierre-Yves

- Chronique jurisprudentielle : Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel - 1^{ère} partie ...549
- Chronique jurisprudentielle : Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel - 2^{ème} partie667

GAGNEUX Philippe

- Les modalités de la déclaration individuelle de grève et l'association partielle du travailleur aux durées contenues dans le préavis (transport terrestre de voyageurs)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015419

GARDIN Alexia

- Le secret et le médecin du travail401

GAYAT Emmanuel

- Observations à propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs et notamment de la réponse de François Rebsamen à Jacqueline Fraysse, député, et du courrier adressé par Emmanuel Wargon (DGEFP) au Droit Ouvrier263

GEOFFROY Romain (avec Pauline Le Bourgeois)

- Violation d'un engagement conventionnel de maintien de l'emploi par externalisation de l'activité : une sanction dissuasive
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014303

GUICHAOUA Hervé

- Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français268
- Répression pénale du travail dissimulé : un exemple topique dans l'hôtellerie
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correc.) 9 avril 2015546

GUIOMARD Frédéric

- De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ?590
- *Discussion* : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ?590

HÉAS Franck

- Réflexion autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement, en cas de licenciement pour motif économique335
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015339

HENNEQUIN Florent (avec Laure Camaji et Émilie Videcoq)

- De nouveaux droits pour les chômeurs ?570
- *Discussion* sur De nouveaux droits pour les chômeurs ?582

HENRY Michel

- Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail. Salaire et classification212
- CDD répétés et requalification à temps plein
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015513

HOLLE Dominique

- La dénonciation de faits de harcèlement moral et la protection du salarié
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015 (deux espèces)645

JARDONNET Jérémie

- L'indemnisation du préjudice causé au salarié pour la délivrance tardive des documents liés à la rupture
Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} avril 2015647
- La délocalisation fonctionnelle de l'exercice du pouvoir de licencier
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2015713

JOLY Laurene

- L'impact de l'assurance-chômage sur la réparation de la perte d'emploi458
- L'emploi des travailleurs handicapés à l'épreuve de la loi *Macron*690

KEIM-BAGOT Morane

- Les atteintes à la santé – Réflexions sur l'ordonnancement des préjudices476

KELLER LYON-CAEN Marianne

- Mise en inactivité d'un salarié prononcée dans un contexte de harcèlement moral et de discrimination. Les offices autonomes du juge des référés et du juge du fond dans la sanction de l'illicéité de la rupture du contrat de travail
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014197
- Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé). Introduction de l'entretien entre avocats, syndicaliste, universitaires et Alain Supiot, Professeur au Collège de France557
- *Discussion* sur De nouveaux droits pour les chômeurs ?582

KRIVINE Judith

- La « sécurisation » de l'employeur ou la tentative ratée du ministère du Travail de priver le comité d'entreprise de tout recours sur son droit à être valablement informé et consulté
Cour administrative d'appel de Versailles 16 septembre 201444
- Du juge judiciaire au juge administratif en passant par la loi, la fixation unilatérale par l'employeur du périmètre d'ordre des licenciements : limitation ou interdiction ?
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 11 juillet 2014 ; Cour administrative d'appel de Versailles 21 octobre 2014202
- Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ?239

KOCHER Marguerite

- Exclusion d'une filiale d'un protocole de cession de branche : chronique d'une liquidation annoncée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015649

LACOSTE-MARY Valérie

- Les congés de parentalité à l'épreuve de la Cour de justice311

LAFUMA Emmanuelle

- Prévention des risques et droit des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge
Tribunal de grande instance de Paris (Civ. 2^{ème} Ch.) 5 février 2015340

LALLET Alexandre

- Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, *Union syndicale solidaires*275

LANOUZIÈRE Hervé

- L'inspection du travail face aux risques psychosociaux71

LARDY Stéphane

- Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ?233

LE BOURGEOIS Pauline (avec Romain Geoffroy)

- Violation d'un engagement conventionnel de maintien de l'emploi par externalisation de l'activité : une sanction dissuasive
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014303

LE CAM Stéphanie

- Droits du salarié inventeur et mobilité au sein d'un groupe de sociétés
Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014422

LE CORRE Gérard

- Une catastrophe du type *AZF Toulouse* est encore possible95

LE DUGOU Jean-Christophe

- La sécurité sociale professionnelle : une utopie réaliste606

LEROY Yann

- Rupture conventionnelle : la voie est libre !
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015362

LÉVY Claude (avec Annie Vaudoiset)

- Un objectif syndical : reconstituer la communauté de travail lors des élections professionnelles (cas de la DUP)
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015710

MAILLARD-PINON Sandrine

- Avoir été harcelé dans l'entreprise... ce n'est pas si grave ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015429

MAISONNASSE Floriane

- Le refus par la salariée d'un changement d'emploi consécutif à la transformation d'un congé parental d'éducation en travail à temps partiel n'est pas une faute
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014508

MALLEVAYS Vincent

- La force obligatoire des accords collectifs face aux modifications de leur organisation par les entreprises
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015 (deux espèces)297

MARIÉ Romain

- À propos de deux exemples d'application littérale des textes en matière de CDD
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2014 (deux espèces)29

MASSON Philippe

- Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon283
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015288
- Le droit du travail à l'épreuve du numérique. *Ombres et lumières du rapport Mettling*695

MAVREAS Pierre-Angelo

- Les limites d'une clause trop générale de renonciation lors d'une transaction
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014 **369**

MAZAUD Jean-Philippe

- Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif **246**

MAZIÈRES Arnaud

- Les conditions du recours à un expert-comptable par le comité d'entreprise à l'occasion d'une concentration d'entreprises
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juillet 2014 **27**
- Mise en cause de la responsabilité de l'actionnaire unique qui a aggravé les difficultés de la filiale
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2014 **43**
- Une mise en examen pour des faits de la vie personnelle, mais en rapport avec les activités professionnelles, doit être portée à la connaissance de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014 **61**
- Le traitement automatisé de données personnelles (messageries électroniques) sans déclaration préalable à la CNIL est un moyen de preuve illicite
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014 **196**
- La consultation préalable des délégués du personnel lors du reclassement en cas d'inaptitude d'origine professionnelle : une formalité substantielle
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 **296**
- Les limites de l'obligation de discrétion des élus du CE lors d'un licenciement collectif
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014 **417**
- Un salarié en CDD ne peut pas accepter par avance une rupture anticipée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015 **517**
- Le détournement de la notion de « service public » en matière de relations de travail neutralisé par le juge
Cour d'appel de Lyon 7 avril 2015 **531**
- Constitue un trouble manifestement illicite le licenciement disciplinaire en l'absence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination
Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 10 septembre 2015 **724**

MÉDEAU Xavier

- L'obligation pour l'administration de communiquer au salarié représentant du personnel, lors de l'enquête contradictoire, les agissements reprochés, l'identité des témoins et l'ensemble des pièces produites
Cour administrative d'appel de Versailles (4^{ème} ch.) 24 mai 2015 **538**

MÉNARD Claudy

- Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale **236**

MEYER Francis

- Vicissitudes de la réparation des victimes de l'amiante : la part de responsabilité de la Cour de cassation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 **850**

MILET Laurent

- Champ et moment de l'intervention de l'expert-comptable du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Bobigny 26 décembre 2014 **409**

MINÉ Michel

- Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations **109**

ODOUL-ASOREY Isabel

- Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif **218**

OLIVIER Arnaud

- Le manquement à l'obligation de sécurité de résultat à l'origine de l'inaptitude et du licenciement prive ce dernier de cause réelle et sérieuse
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 14 avril 2015 **527**

PORTA Jérôme

- Le salaire minimal, un instrument national pour lutter contre le dumping social ? **316**
(avec Alexandre Charbonneau)
- Avant-propos du colloque : Préjudices et indemnisation en droit social **437**

RADÉ Christophe

- Préjudices et indemnisation : à la croisée de disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail) **441**

REDDY Srinivas

- Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) : Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée **82**

RENNES Pascal

- Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « relatif au dialogue social et à l'emploi ») **348**

RICHARD Emmanuelle

- La mise en place d'une DUP n'équivaut pas à une fusion des missions des élus du comité d'entreprise et des délégués du personnel : les attributions préservées
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 **308**
- Détermination du montant de la part variable du salaire et preuve du paiement de celui-ci
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015 **719**

ROUPSARD Yves

- La modification par l'employeur de l'ordre de présentation des candidats sur le bulletin de vote vaut annulation des élections
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2014 **360**

SAADAT Daniel

- La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail **223**

SAINT-JOURS Yves

- L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique **14**

SALQUAIN Hugo

- L'assiette du calcul des créances salariales garanties en cas de liquidation judiciaire s'apprécie en net
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 **642**

SANDRET Nicolas

- Mission de l'inspection médicale du travail - Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux **77**

SCHMID Bernard

- La rémunération d'un temps de pause est un avantage individuellement acquis après la dénonciation d'un accord collectif
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014 **301**
(avec Anaïs Ferrer)
- Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective **356**

SNTEFP-CGT

- La réorganisation de l'inspection du travail : une attaque contre une inspection du travail au service des salariés **130**

SOUMEIRE Alexandra

- Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail **228**
- L'indemnisation du temps de trajet des itinérants
Cour d'appel de Paris 4 juin 2015 **727**

SUPIOT Alain

- Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé). Mise en perspective des réformes depuis 2013. Questions à Alain Supiot. Annexe : extrait du rapport *Au-delà de l'emploi* **559**

- *Discussion* : De nouveaux droits pour les chômeurs ?582
- *Discussion* : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ?590
- *Discussion* : Un droit à la complémentaire santé pour tous ? ...603

SWEENEY Morgan (avec Josepha Dirringer)

- Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? .378

TAURAN Thierry

- Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation**3-4 de couverture**
(dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

VARIN Christelle

- Le formalisme exigé en cas de renouvellement d'une période d'essai
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014**34**

VAUDOISSET Annie (avec Claude Lévy)

- Un objectif syndical : reconstituer la communauté de travail lors des élections professionnelles (cas de la DUP)
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015**710**

VIDEQOQ Émilie

- *Discussion* sur De nouveaux droits pour les chômeurs ?**582**
(avec Florent Hennequin et Laure Camaji)
- De nouveaux droits pour les chômeurs ?**570**

WARGON Emmanuelle

- Courrier adressé au *Droit Ouvrier* à propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements économiques**260**

WOLMARK Cyril

- Réparer la perte d'emploi. À propos des indemnités de licenciement**450**

DROIT DU TRAVAIL (10^{ème} ÉDITION)

Elsa Peskine et Cyril Wolmark



Le droit du travail régit le travail salarié, c'est-à-dire l'emploi et la vie professionnelle de la très grande majorité des personnes. Placé au centre de la vie économique et politique d'un pays, il ne se passe pas de semaine sans que, par un licenciement collectif, une grève, une restructuration ou une loi nouvelle, il ne fasse parler de lui. Cet ouvrage donne une vision claire et précise de l'ensemble de la matière recouvrant tant les relations individuelles que les relations collectives du travail.

Il est à jour des dernières évolutions législatives (Loi *Macron* avant décision du Conseil constitutionnel et projet de loi sur le dialogue social) ainsi que de la jurisprudence la plus récente.

I. Situer le droit du travail

Ouvertures / Domaine / Sources

II. L'accès à l'emploi

Le recrutement / Conclusion du contrat

III. Les formes contractuelles

Le contrat à durée déterminée /
Les relations triangulaires de travail / Le contrat de travail à temps partiel

IV. Le pouvoir de l'employeur

Pouvoir disciplinaire / Pouvoir normateur / Pouvoir et contrat / Droits fondamentaux et exigence d'égalité

V. Le rapport de travail

Le salaire / Le temps de travail /
La santé et la sécurité au travail

VI. Le contrat préservé

La suspension du contrat de travail / Transferts d'entreprise

VII. L'emploi perdu

Qualifications de la rupture / Droit commun du licenciement / Les motifs personnels de licenciement / Le licenciement économique

VIII. Les salariés coalisés

La grève / Le syndicat

IX. Les conventions collectives

Formation et champ d'application / Modification et cessation des effets des conventions collectives / Les conventions collectives parmi les sources du droit du travail

X. Les délégués des travailleurs

Diversité des délégués des travailleurs / Désignation et élection des représentants

XI. La puissance publique

L'inspection du travail / Le conseil de prud'hommes

Table alphabétique des matières

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

PROTECTION

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Inaptitude – Origine professionnelle – Recherche de reclassement – Consultation préalable des délégués du personnel – Licenciement

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 296
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 296

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Comité d'entreprise – Délégation unique du personnel – Distinction des attributions – Avis portant sur le reclassement d'un accidenté du travail – Effet

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 308
 Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 309

RÉPARATION

Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux 437

Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail) par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux 441

Les atteintes à la santé. Réflexions sur l'ordonnement des préjudices par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne 476

Le scandale de l'amiante et son rapport au droit à l'indemnisation par **Marie Fleury**, Avocate au Barreau de Paris 485

APPRENTISSAGE (voir Statuts particuliers)

ASSURANCES SOCIALES (voir aussi Chômage)

SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Réduction dégressive des cotisations – Identité de prestations perçues quel que soit le niveau de rémunération – Nature particulière des cotisations de Sécurité sociale – Atteinte à l'égalité de traitement

Conseil constitutionnel, décision n°2014-698 DC du 6 août 2014 667
 Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier 668

BULLETIN DE SALAIRE (voir Salaires)

CHÔMAGE (assurance)

Licenciement pour motif personnel – Attestation Pôle Emploi et certificat de travail – Délivrance tardive – Préjudice – Indemnisation

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014 60

Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail) par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux 441

L'impact de l'assurance-chômage sur la réparation de la perte d'emploi par **Laurène Joly**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux 458

De nouveaux droits pour les chômeurs ? par **Laure Camaji**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud, **Florent Hennequin** et **Émilie Videcoq**, Avocats au Barreau de Paris 570

Répétition d'indu – Contestation par l'allocataire – Retenues d'office opérées par Pôle emploi – Trouble manifestement illicite – Suspension sous astreinte des prélèvements.

Première espèce : **Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 14 avril 2014** 578

Répétition d'indu – Contestation par l'allocataire – Retenues d'office opérées par Pôle emploi – Urgence – Absence de contestation sérieuse – Suspension des prélèvements.

Deuxième espèce : **Tribunal de grande instance de Paris (référé) 7 avril 2015** 579

Indemnisation – Salariée titulaire de plusieurs temps partiel – Licenciements économiques concomitants – Admission à l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) pour chaque contrat – A l'expiration, refus d'admission au titre de l'ARE tant que la totalité des ASP ne sont pas épuisées – Discrimination à l'égard de salarié à temps partiel – Illégalité de la décision – Trouble manifestement illicite – Reconstitution et paiement des droits sous astreinte

Troisième espèce : **Tribunal de grande instance de Paris (référé) 24 juin 2014** 580

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Florent Hennequin**, **Marianne Keller Lyon-Caen**, **Alain Supiot** et **Émilie Videcoq** 582

Licenciement – Remise des documents obligatoires – Retard – Préjudice causé au salarié

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} avril 2015 647
 Note **Jérémy Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 647

L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions (CE, 2 octobre 2015, req. N° 383.956) par **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public 676

CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions

Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} ssr) 5 octobre 2015 690

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE (voir Contrat de travail – Clauses spéciales)

COMITÉS D'ENTREPRISE

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Comité d'entreprise – Délégation unique du personnel – Distinction des attributions – Avis portant sur le reclassement d'un accidenté du travail – Effet
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 308
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 309

Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 348
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** 356

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

Opération de concentration d'entreprises – Analyse du projet – Recours à un expert-comptable – Conditions – Organisation et marche générale de l'entreprise
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 26
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 27

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Plan de sauvegarde de l'emploi – Document unilatéral – Validation par la Direccte – Contestation – 1^{er} Action en justice – Recevabilité – Comité d'entreprise (oui) – 2^e Information délivrée au comité – Contrôle de la pertinence par l'administration (oui)
Cour administrative d'appel de Versailles (4^{ème} ch.) 16 septembre 2014 44
Note **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris 46

Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent
Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2^{ème} ch.) 5 février 2015 344

Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? par **Josépha Dirringer**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine 378

Suppressions d'emplois – Obligation de discrétion – Portée – Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014 416
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 417

CHSCT – Consultation – Projets relevant des orientations stratégiques de l'entreprise – Consultation préalable du comité d'entreprise non réalisée – Refus du secrétaire de signer l'ordre du jour (oui)
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 27 mars 2015 632
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 633

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié – 1^{er} Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération
Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014 635
Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail 639

Consultation – Restructuration d'un groupe – Cession des droits d'une filiale sur un crédit-bail – Consultation du comité de la filiale (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015 649

Consultation – Opération complexe – Étalement des consultations (oui) – Consultation préalable permettant une vue d'ensemble (oui) – À défaut, suspension du projet
Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 17 juin 2015 706
Note 708

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS

Fonctionnement – Ordre du jour et procès-verbal – Prérogative – Désignation d'un huissier par décision de justice (non) – Contestation sérieuse et trouble manifestement illicite
Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 – Sect. 5) 14 août 2014 190
Note 192

Éligibilité – Délégation unique du personnel – Travailleurs mis à disposition – Salariées d'une entreprise de services sous-traitante – Convocation aux réunions du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015 709
Note **Annie Vaudoiset**, Avocate au Barreau d'Arras, et **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT-HPE 710

EXPERTS

Opération de concentration d'entreprises – Analyse du projet – Recours à un expert-comptable – Conditions – Organisation et marche générale de l'entreprise
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 26
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 27

Examen annuel des comptes – Expert-comptable désigné par un comité d'établissement pour apprécier la situation sociale et économique de l'établissement – Comptabilité générale établie au niveau de l'entreprise – Contestation par l'employeur – Licéité de la délibération du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 9) 26 décembre 2014 409
Note **Laurent Milet**, Professeur associé à l'Université de Paris-Sud 413

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Réorganisation du travail – Identification des cadences – Expertise confirmant les risques (TMS et stress) et leur réalisation – Refus de prise en compte par l'employeur – Refus du CHSCT d'émettre un avis – Suspension de la réorganisation
Tribunal de grande instance de Paris 17 juin 2014 21
Note **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris 24

Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France 77

Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible par **Gérard Le Corre**, Inspecteur du travail 95

Prévention des risques et droit des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent 340

Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2^{ème} ch.) 344

Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 348

Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** 356

Consultation – Projets relevant des orientations stratégiques de l'entreprise – Consultation préalable du comité d'entreprise non réalisée – Refus du secrétaire de signer l'ordre du jour (oui)

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 27 mars 2015 632

Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 633

DÉSIGNATION

Implantation – Périmètre – Entreprise

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2014 190

Note 190

EXPERTS

L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 492

Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)

Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015 498

Expertises – Risque grave – Risques psychosociaux – Témoignage des salariés et des élus

Cour d'appel de Versailles (14^{ème} ch.) 7 mai 2015 704

Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris 705

MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Heures de délégation – CHSCT – Imputation sur le crédit d'heures – Temps de trajet en exécution des fonctions représentatives (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014 427

Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail 428

ENTRAVES

Condamnation pénale de l'employeur – 1^o Réunion exceptionnelle – Fait pouvant conduire à un accident – Caractère de gravité – Demande des élus – Refus de l'employeur – 2^o Information de l'instance – Accident – Communication de rapports d'expertise – Refus de l'employeur

Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correct.) 2 décembre 2014 503

Note 507

CONGÉS PARTICULIERS

Les congés de parentalité à l'épreuve de la Cour de justice par **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignante-chercheur, Université de Bordeaux 311

RUPTURE CONVENTIONNELLE – Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 361

Note **Yann Leroy**, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Gény (EA 1138) 362

Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 508

Note **Floriane Maisonnasse**, Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry 508

CONGÉS PAYÉS

L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades par **Anaïs Ferrer**, Conseillère fédérale DLAJ CGT 621

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1^o Droits acquis – Report – 2^o Acquisition de nouveaux droits

Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015 628

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1^o Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1^o) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2^o Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)

Première espèce : **Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014** 635

Deuxième espèce : **Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015** 638

Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail 639

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Document : **Loi Macron : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution** 501

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 549

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Titulaires – Accès à l'emploi – Dispositif d'intégration d'agents non

titulaires – Loi du pays (Nouvelle-Calédonie) – Personnes durablement installées – Préférence locale pour l'accès à l'emploi – Prise en compte – Nécessité (oui)

Décision n° 2014-4 LP du 21 novembre 2014 549

Note 551

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Université – Conseil académique des universités – Prerogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non) (*sic* !) – Atteinte au droit à participation (8^{ème} alinéa Préambule 1946) (non)

Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015 552

Note 553

SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Réduction dégressive des cotisations – Identité de prestations perçues quel que soit le niveau de rémunération – Nature particulière des cotisations de Sécurité sociale – Atteinte à l'égalité de traitement

Décision n° 2014-698 DC du 6 août 2014 667

Note 668

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Abandon de l'élection – Désignation par les organisation syndicales – Constitutionnalité (oui) – 1° Principe d'égalité devant la loi et d'égal accès aux emplois publics – Exclusion des chômeurs du corps électoral – Caractère indifférent – 2° Indépendance et impartialité – 3° Prorogation du mandat – Bonne administration de la justice – Objectif de valeur constitutionnelle

Décision n° 2014-704 DC du 11 décembre 2014 669

Note 672

CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

Abandon de l'élection – Désignation par les organisation syndicales – Constitutionnalité (oui) – 1° Principe d'égalité devant la loi et d'égal accès aux emplois publics – Exclusion des chômeurs du corps électoral – Caractère indifférent – 2° Indépendance et impartialité – 3° Prorogation du mandat – Bonne administration de la justice – Objectif de valeur constitutionnelle

Décision n° 2014-704 DC du 11 décembre 2014 669

Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 672

PREUVE

À la RATP, l'enquête a l'ticket – Contribution à l'éradication d'une officine patronale par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 171

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse

Première espèce :

1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009 179

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011 180

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux –

Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié

Troisième espèce : **Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet**

2014 184

CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014 196

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 196

Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 508

Note **Floriane Maisonnasse**, Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry 508

CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinuée – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015 512

Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 513

Procédure prud'homale par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 654

SALAIRE – Preuve du paiement – Photocopie de chèque – Encaissement effectif non établi – Preuve du paiement non justifiée

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2015 654

Note 655

BUREAU DE CONCILIATION – Faute grave – Charge de la preuve – Ordre de communication des pièces

Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (Act. div., Conciliation – Départ.) 19 décembre 2014 655

Note 656

BUREAU DE CONCILIATION – Pouvoirs juridictionnels – Discrimination – Production de données détenues par l'employeur

Conseil de prud'hommes de Paris (Encadr., Conciliation – Départ.) 9 janvier 2015 657

Note 658

PREUVE – Documents de l'entreprise – Documents strictement nécessaires à l'exercice des droits de la défense – Charge de la preuve : salarié

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2015 665

Note 666

PROCÉDURE

Procédure prud'homale par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 654

COMPARUTION PERSONNELLE – Bureau de jugement – Défendeur absent sans motif légitime – Refus d'accueillir l'intervention de l'avocat – Appel – Atteinte au principe de la contradiction – Nullité du jugement (?)

Cour d'appel de Riom (4^{ème} ch. civ.) 2 juin 2015	659
Note	661
EXÉCUTION PROVISOIRE DE DROIT – Suspension – Art. 524 al. 6 CPC – Conditions cumulatives non remplies – Rejet	662
EXÉCUTION PROVISOIRE ORDONNÉE – Suspension – Art. 524 al. 6 CPC – Conditions non remplies – Rejet	662
Cour d'appel de Versailles 26 février 2015	662
Note	664

RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL

HARCÈLEMENT – Action en référé afin d'obtenir une « mise en inactivité » – Action au fond visant à faire reconnaître la nullité de la rupture pour harcèlement – Contrariété des demandes (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014	197
Note Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	198
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015 ..	721
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	724

CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers – Détachements)

39 ^{ème} COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF – 6 DÉCEMBRE 2014.	
NÉGOCIATION COLLECTIVE ET CONTRAT DE TRAVAIL ; UN POUR TOUS, TOUS POUR UN ?	
<i>I – Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail</i>	
Salaire et classification par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	212
Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif par Isabel Odoul-Asorey , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IRERP	218
La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail par Daniel Saadat , Avocat au Barreau de Paris	223
<i>II – Impacts des accords collectifs sur la rupture du contrat de travail</i>	
Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail par Alexandra Soumeire , Avocate au Barreau de Paris	228
Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ? par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi, négociateur de l'accord du 11 janvier 2013	233
Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale par Claudy Ménard , Juriste syndical CGT	236
Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ? par Judith Krivine , Avocate au Barreau de Paris	239
Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif par Jean-Philippe Mazaud , premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental	246
Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ? par Emmanuel Dockès , Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense	252

DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Mise en cause d'un tiers – Société-mère – Co-emploi – Triple confusion d'activités, d'intérêt et de direction allant au-delà de l'appartenance à un groupe – Caractérisation (oui)	
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014	37
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	43
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Co-emploi – Confusion d'activités, d'intérêts, de direction – Caractérisation – Interventions anormales privant la société de son autonomie – Contrôle opérationnel étroit et constant – Choix stratégiques imposés – Société-mère se substituant à sa filiale dans la communication et la prise de décisions	
Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} Ch. Soc.) 30 septembre 2014	52
Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par Florence Canut , Professeur à l'Université Lyon-2	328
CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015	334
Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ? par François Bizeur , Docteur en droit, Université de Lille	372
EXÉCUTION DU CONTRAT	
Salaire et classification par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	212
Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité de résultat à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse	
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 14 avril 2015	525
Note Arnaud Olivier , Avocat au Barreau de Paris	527
L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) par Alain Chirez , Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et Christian Expert , Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC	612
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015	619
Le droit du travail à l'épreuve du numérique. Ombres et lumières du rapport Mettling par Philippe Masson , collectif « Droits et Libertés » de l'UGICT-CGT	695
CONTRAT DE TRAVAIL – Remise de documents – Langue étrangère – Salarié étranger	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015	718
Note Emmanuelle Richard , Juriste en droit social	719

CLAUSES SPÉCIALES

Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 24 juin 2014 193
 Note **Mouna Benyoucef**, Éleve-avocate 195

Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai 469

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 508
 Note **Floriane Maisonnasse**, Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry 508

Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration

Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015 518
 Note **Laure Daviau**, Avocate au Barreau de Marseille 523

RÉMUNÉRATION – 1° Paiement – Preuve – Mention figurant sur la fiche de paie – Caractère inopérant – 2° Part variable – Fixation des objectifs – Contractualisation du plan de commissionnement – Pouvoir unilatéral de modification de la répartition interne des objectifs (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015 718
 Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 719

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

CAS DE RECOURS

CDD et « variation cyclique d'activité ». Un arrêt, deux questions et (peut-être) deux ruptures (Cass. Soc. 25 mars 2015, n° 13-27.695, P+B) par **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine 324
 Conditions de recours – Surcroît temporaire d'activité – Production supplémentaire hivernale – Contrat saisonnier (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 327

RUPTURE – TERME

CDD – Rupture anticipée – Dispositions législatives d'ordre public (L. 1243-1) – Clause contractuelle – Rupture unilatérale – Absences injustifiées – Salarié ne pouvant pas accepter par avance la rupture du contrat
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015 517
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 517

REQUALIFICATION

Conditions – Non-respect – Requalification (deux espèces) – Contrats saisonniers – Clause renvoyant à la fin des travaux – Fixation d'une durée maximale (première espèce) – Délai de carence – CDD pour remplacement

faisant suite à un CDD pour surcroît temporaire d'activité (deuxième espèce)

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2014** 29
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2014** 29
 Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université de Lorraine 30

CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinue – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015 512
 Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 513

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

39^{ème} COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF – 6 DÉCEMBRE 2014.

NÉGOCIATION COLLECTIVE ET CONTRAT DE TRAVAIL ; UN POUR TOUS, TOUS POUR UN ?

I – Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail

Salaire et classification par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 212

Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif par **Isabel Odoul-Asorey**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IREPER 218

La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail par **Daniel Saadat**, Avocat au Barreau de Paris 223

II – Impacts des accords collectifs sur la rupture du contrat de travail

Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail par **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris 228

Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ? par **Stéphane Lardy**, Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi, négociateur de l'accord du 11 janvier 2013 233

Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale par **Claudy Ménard**, Juriste syndical CGT 236

Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ? par **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris 239

Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif par **Jean-Philippe Mazaud**, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental 246

Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ? par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 252

Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « *relatif au dialogue social et à l'emploi* ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 348

Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** 356

Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? par **Josépha Dirringer**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine 378

NÉGOCIATION

RÉMUNÉRATION – Obligation annuelle de négocier dans l'entreprise – Modification des propositions patronales – Absence de délai pour examiner les nouvelles propositions – Interruption des négociations – Mesures patronales unilatérales – Trouble manifestement illicite
Tribunal de grande instance de Nanterre (référé)
29 avril 2015 541
Note 543

L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions (CE, 2 octobre 2015, req. n°383.956) par **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public 676
CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions
Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} ssr) 5 octobre 2015 690

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

ESSAI – Renouvellement – Formalisme – Dispositions conventionnelles – Consentement – Signature précédée de la mention « lu et approuvé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014 33
Note **Christelle Varin**, Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes 34

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude – Convention collective – Indemnité conventionnelle – Exclusion du versement – Discrimination liée à l'état de santé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014 62
Note 63

Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public 275
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois
Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} ssr) 28 novembre 2014 279
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail 281

Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT CGT 283
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Contenu – Différences de traitement entre catégories professionnelles – Contrôle – Respect de l'égalité de

traitement – Présomption simple – Renversement – Condition – Justification étrangère à toute considération de nature professionnelle
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015 288

Application – Obstacles – Révision et dénonciation (oui) – Accord sur le droit syndical – Évolution de l'organisation de l'entreprise – Caducité (non) – Caractère indifférent (deux espèces)
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Périmètre – Accord collectif – Réorganisation de l'entreprise – Effet
Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015** 297
Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015** 298
Note **Vincent Mallevays**, Avocat au Barreau de Paris 298

Exécution – Accord de GPEC – Engagement de maintien de l'emploi – Externalisation de l'activité – Manquement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014 303
Note **Romain Geoffroy**, Avocat au Barreau de Montpellier et **Pauline Le Bourgeois**, Avocate au Barreau de Toulouse 304

DÉNONCIATION

Avantages individuels acquis – Notion – Temps de travail – Rémunération d'un temps de pause – Maintien (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014 301
Note **Bernard Schmid**, Conseiller confédéral DLAJ 301

DÉLÉGATION UNIQUE DU PERSONNEL (voir Élections)

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France 77

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Inaptitude – Origine professionnelle – Recherche de reclassement – Consultation préalable des délégués du personnel – Licenciement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 296
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 296

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Comité d'entreprise – Délégation unique du personnel – Distinction des attributions – Avis portant sur le reclassement d'un accidenté du travail – Effet
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014 308
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 309

Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « relatif au dialogue social et à l'emploi ») par **Pascal Rennes**, Directeur du travail honoraire 348
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par **Anaïs Ferrer** et **Bernard Schmid** 356

CHSCT – Expertises – Risque grave – Risques psychosociaux – Témoignage des salariés et des élus
Cour d'appel de Versailles (14^{ème} ch.) 7 mai 2015 704
Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris 705

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicats professionnels)

DISCRIMINATION (voir aussi Égalité professionnelle)

LICENCIEMENT pour motif personnel – Inaptitude – Convention collective – Indemnité conventionnelle – Exclusion du versement – Discrimination liée à l'état de santé	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	62
Note	63

Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations par Michel Miné, Professeur de droit du travail au Cnam, Lise/Cnam/Cnrs	109
--	------------

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure	
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 24 juin 2014	193
Note Mouna Benyoucef, Élève-avocate	195

Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires par Alexandre Lallet, Rapporteur public	275
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois	
Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} srr) 28 novembre 2014	279
Note Jacques Déchoz, Inspecteur du travail	281

RUPTURE CONVENTIONNELLE – Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015	361
Note Yann Leroy, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Gény (EA 1138)	362

CONTRAT DE TRAVAIL – Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration	
Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015	518
Note Laure Daviau, Avocate au Barreau de Marseille	523

BUREAU DE CONCILIATION – Pouvoirs juridictionnels – Discrimination – Production de données détenues par l'employeur	
Conseil de prud'hommes de Paris (Encadr., Conciliation – Départ.) 9 janvier 2015	657
Note Daniel Boulmier, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	658

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015 ..	721
Note Arnaud Mazières, Juriste d'entreprise	724

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – PSE établi par voie unilatérale – Ordre des licenciements – Périmètre – Fixation à un niveau inférieur à l'entreprise – Illégalité	
1) Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (9^{ème} ch.) 11 juillet 2014	202
2) Cour administrative d'appel de Versailles 22 octobre 2014	203
Note Judith Krivine, Avocate au Barreau de Paris	204

Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ? par Judith Krivine, Avocate au Barreau de Paris	239
---	------------

Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif par Jean-Philippe Mazaud, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental	246
---	------------

À propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs	
Document 1 : Réponse de François Rebsamen, ministre du Travail, à Jacqueline Fraysse, Députée	259
Document 2 : Courrier d'Emmanuelle Wargon, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ministère du Travail	260
Document 3 : Note en délibéré produite par l'administration du travail devant la Cour administrative d'appel de Versailles dans le contentieux <i>Sanofi</i> (arrêt du 30 septembre 2014, n° 14VE02163)	261
Document 4 : Observations Emmanuel Gayat, Avocat au Barreau de Paris	263

Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires par Alexandre Lallet, Rapporteur public	275
1° TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois	
2° TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge administratif – Appréciation de la légalité d'un accord collectif – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité	
Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} srr) 28 novembre 2014	279
Note Jacques Déchoz, Inspecteur du travail	281

Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? par Josépha Diringier, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et Morgan Sweeney, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine	378
--	------------

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciements collectifs – Plan de sauvegarde de l'emploi – Accord collectif ou engagement unilatéral – Décision administrative de validation ou d'homologation – Caractère de document administratif (oui) – Communication à un tiers (oui)	
---	--

Commission d'accès aux documents administratifs	
19 mars 2015	421
Note	422

GRÈVE – Service minimum – Établissement de santé – Existence d'une mission de service public (non) – Prérogatives de l'employeur – Règlementation de l'exercice du droit de grève (non) – Préavis de grève (non)	
Cour d'appel de Lyon (1^{ère} ch. civ. B) 7 avril 2015	529
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	669

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Demande d'autorisation administrative de licenciement – Rôle de l'administration – Enquête contradictoire – Obligation d'informer le salarié des agissements reprochés et de l'identité des témoins – Connaissance de l'ensemble des pièces produites – Défaut – Annulation de l'autorisation administrative	
Cour administrative d'appel de Versailles (4^{ème} ch.) 24 mars 2015	537
Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau de Charleville-Mézières	538

L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions (CE, 2 octobre 2015, req. n°383.956) par Rémi Decout-Paolini , Rapporteur public	676
CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions	
Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} ssr) 5 octobre 2015	690

DROIT DISCIPLINAIRE

Tensions aux frontières du droit de grève : la solidarité interne et la séquestration en question (à propos de Cass. Soc. 2 juillet 2014, <i>Sté Finimétal</i>) par Emmanuel Dockès , Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre (CEJEC)	1
GRÈVE – 1° Revendication – Nature – Contestation des sanctions infligées dans le cadre d'un précédent conflit – Intérêt collectif et professionnel (oui) – 2° Responsabilité – Personnel de direction retenu dans les bureaux – Participation du salarié – Faute lourde (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014	6

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL 1° Mise en examen – Présomption d'innocence – 2° Faute grave – Fait de la vie personnelle en rapport avec les activités professionnelles – Incidence sur l'exercice des fonctions – Obligation d'information de l'employeur – Défaut – Conséquence – Manquement à la loyauté	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014	60
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	61

Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure	
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 24 juin 2014	193
Note Mouna Benyoucef , Élève-avocate	195

CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	196
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	196

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Propos racistes – Gravité de la faute – Qualification	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2014	310
Note	310

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015 ..	721
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	724

PROCÉDURE

À la RATP, l'enquête a l'ticket Contribution à l'éradication d'une officine patronale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	171
--	------------

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse	
Première espèce :	
1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009	179
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011	180

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Droit disciplinaire – Enquête CHSCT – Conditions – Auditions menées à discrétion de l'entreprise en dehors de la procédure disciplinaire – Illicéité – Preuve des atteintes – Trouble manifestement illicite (non)	
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (référé) 16 août 2013	182

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail –	
--	--

2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié
Troisième espèce : **Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014** 184

L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 492
Première espèce : DROIT DISCIPLINAIRE – Procédure interne d'enquête – Demande d'explications écrites – Refus de répondre sanctionné – Consignation au dossier – Nature de sanction (oui) – Licenciement pour faute grave – Application de la règle *non bis in idem* (oui).
Cour de cassation (Ch. soc.) 19 mai 2015 497
Deuxième espèce : CHSCT Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)
Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015 498

CDD – Rupture anticipée – Dispositions législatives d'ordre public (L. 1243-1) – Clause contractuelle – Rupture unilatérale – Absences injustifiées – Salarié ne pouvant pas accepter par avance la rupture du contrat
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015 517
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 517

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture
Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015 533
Note **Nicolas Capron**, Avocat au Barreau de Rouen 533

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations par **Michel Miné**, Professeur de droit du travail au Cnam, Lise/Cnam/Cnrs 109

Pour une inspection du travail forte et adaptée à notre temps par **Yves Calvez**, Directeur adjoint de la Direction générale du Travail 122

CHSCT – Enrave – Condamnation pénale de l'employeur – 1° Réunion exceptionnelle – Fait pouvant conduire à un accident – Caractère de gravité – Demande des élus – Refus de l'employeur – 2° Information de l'instance – Accident – Communication de rapports d'expertise – Refus de l'employeur
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correct.) 2 décembre 2014 503
Note 507

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correct.) 9 avril 2015 543
Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 546

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)
Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015 638
Note **Jacques Déchoz** et **Pierre Boutonnet**, Inspecteurs du travail 639

DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique par **Yves Saint-Jours**, ancien Professeur émérite de l'Université de Perpignan ... 14

Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ? par **Stéphane Lardy**, Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi 233

Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine par **Claudy Ménard**, Juriste syndical, CGT 236

Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ? par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre (CEJEC) 252

Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux. 437

Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail) par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux 441

Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé) – Entretiens entre avocats, syndicaliste, universitaires et **Alain Supiot**, Professeur au collège de France, organisé et publié sous la direction de **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-1

Introduction par **Marianne Keller Lyon-Caen** 557

Première partie : Mise en perspectives des réformes depuis 2013. Questions à Alain Supiot 559

Annexe : extrait du rapport *Au-delà de l'emploi* 567

Deuxième partie : De nouveaux droits pour les chômeurs ? par **Laure Camaji**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud, **Florent Hennequin** et **Émilie Videcoq**, Avocats au Barreau de Paris 570

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Florent Hennequin**, **Marianne Keller Lyon-Caen**, **Alain Supiot** et **Émilie Videcoq** 582

Troisième partie : De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? par **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 590

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Frédéric Guiomard**, **Alain Supiot** 594

Quatrième partie : Un droit à la complémentaire santé pour tous ? par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes 598

Discussion : **Laure Camaji** et **Alain Supiot** 603

La sécurité sociale professionnelle : une utopie réaliste par **Jean-Christophe Le Duigou** 606

Le droit du travail à l'épreuve du numérique. Ombres et lumières du rapport Mettling par **Philippe Masson**, collectif « Droits et Libertés » de l'UGICT-CGT 695

DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ? Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) de **Srinivas Reddy**, Directeur du bureau de pays de l'OIT 82

L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée par **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne 87

Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi après la Convention n° 81 de l'OIT ? par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne 103

L'inspection du travail et l'Union européenne : une convergence d'objectifs par **Vincent Bouhier**, Maître de conférences à l'Université d'Évry, Val d'Essonne 117

Documents :

1) Convention internationale du travail (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. Convention concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce 136

2) Convention internationale du travail (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 : rôle, fonctions et organisation 141

3) Rapport du comité chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par la France de la Convention n° 81 sur l'inspection du travail, 1947, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par le syndicat Sud Travail Affaires sociales 143

Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 268

Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public 275

TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge administratif – Appréciation de la légalité d'un accord collectif – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité

Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} srr) 28 novembre 2014 279
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail 281

Les congés de parentalité à l'épreuve de la Cour de justice par **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignante-chercheur, Université de Bordeaux 311

Le salaire minimal, un instrument national pour lutter contre le dumping social ? par **Jérôme Porta**, Enseignant-chercheur, Université de Bordeaux 316

L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades par **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale DLAJ CGT 621

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1° Droits acquis – Report – 2° Acquisition de nouveaux droits
Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015 628

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discrimination)

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – Atteinte – Appréciation – Panel de comparaison – Composition – Catégorie professionnelle – Limite (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014 197

Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail. Salaire et classifications par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 212

Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT CGT 283

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Contenu – Différences de traitement entre catégories professionnelles – Contrôle – Respect de l'égalité de traitement – Présomption simple – Renversement – Condition – Justification étrangère à toute considération de nature professionnelle
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015 288

SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – Réduction dégressive des cotisations – Identité de prestations perçues quel que soit le niveau de rémunération – Nature particulière des cotisations de Sécurité sociale – Atteinte à l'égalité de traitement

Conseil constitutionnel, décision n° 2014-698 DC du 6 août 2014 667
Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier 668

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Liste présentée par un syndicat – Ordre de présentation des candidats – Modification sur les bulletins de vote par l'employeur – Violation d'un principe général du droit électoral – Annulation des élections

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2014 360
Note **Yves Rouspard**, animateur DLAJ, Union départementale CGT de l'Ardèche 360

Éligibilité – Délégation unique du personnel – Travailleurs mis à disposition – Salariées d'une entreprise de services sous-traitante – Convocation aux réunions du comité d'entreprise

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 22 septembre 2015 709
Note **Annie Vaudoiset**, Avocate au Barreau d'Arras, et **Claude Lévy**, Défenseur syndical CGT-HPE 710

EMBAUCHE (voir Essai)

EMPLOI (voir aussi Licenciement pour motif économique)

Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi après la Convention n° 81 de l'OIT ? par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne 103

La mobilité du salarié entre négociation collective et contrat de travail par **Daniel Saadat**, Avocat au Barreau de Paris 223

Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail par **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris 228

Les accords de maintien de l'emploi : de quoi sont-ils les maux ? par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi.....	233	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Mise en cause d'un tiers – Société-mère – 1° Co-emploi – Triple confusion d'activités, d'intérêt et de direction allant au-delà de l'appartenance à un groupe – Caractérisation (oui) (première espèce) – 2° Responsabilité délictuelle – Décisions dommageables pour la filiale – Aggravation d'une situation économique difficile – Intérêt exclusif de l'actionnaire unique (deuxième espèce) Première espèce : Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014	37
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Exécution – Accord de GPEC – Engagement de maintien de l'emploi – Externalisation de l'activité – Manquement Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014	303	Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2014	42
Note Romain Geoffroy , Avocat au Barreau de Montpellier, et Pauline Le Bourgeois , Avocate au Barreau de Toulouse	304	Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	43
Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail) par Christophe Radé , Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux	441	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Représentant du personnel – Cause du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de couches-culottes – Spécialisation géographique et fonctionnelle du site – Absence de caractéristiques techniques particulières – Périmètre élargi – Volonté de gain de productivité – Défaut de motif économique Première espèce : Tribunal administratif de Lyon (5^{ème} ch.) 10 juin 2014	50
Réparer la perte d'emploi – À propos des indemnités de licenciement par Cyril Wolmark , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense	450	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – 1° Co-emploi – Confusion d'activités, d'intérêts, de direction – Caractérisation – Interventions anormales privant la société de son autonomie – Contrôle opérationnel étroit et constant – Choix stratégiques imposés – Société-mère se substituant à sa filiale dans la communication et la prise de décisions – 2° Cause économique du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de pneumatiques – Absence de spécificité de la nature des produits et des techniques de fabrication – Périmètre élargi – Situation économique solide et stable – Défaut de motif économique – 3° Obligation de reclassement – Périmètre constitué par les sociétés du groupe – Absence de recherches sérieuses Deuxième espèce : Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} Ch. Soc.) 30 septembre 2014	52
Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi par Alexandre Fabre , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai	469	Note Catherine Bottin-Vaillant , Avocate au Barreau de Lyon	56
Les atteintes à la santé – Réflexions sur l'ordonnement des préjudices par Morane Keim-Bagot , Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne	476	L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée par Michèle Bonnechère , Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne	87
Vers un nouveau statut social attaché à la personne du travailleur ? (Sur les ambiguïtés des réformes récentes en matière de chômage, formation professionnelle et complémentaire santé). Mise en perspectives des réformes depuis 2013. Questions à Alain Supiot	559	Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	164
Annexe : extrait du rapport <i>Au-delà de l'emploi</i>	567	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Mise en œuvre – Manquement à l'obligation de loyauté – Acquisition d'une société destinée à être fusionnée – Prise en compte – Nécessité Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	169
CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1° Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2° Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce) Première espèce : Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014	635	Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	268
Deuxième espèce : Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015	638	Réflexions autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement, en cas de licenciement pour motif économique par Franck Héas , Maître de conférences à l'Université de Nantes	335
Note Jacques Déchoz et Pierre Boutonnet , Inspecteurs du travail	639	LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Groupe de sociétés – Notion – Fédération mutualiste – Activités, organisation	
L'emploi des travailleurs handicapés à l'épreuve de la loi Macron par Laurène Joly , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	690		
EMPLOYEUR – ENTREPRISE – GROUPE (voir aussi Contrat de travail – Définition du rapport salarial)			
L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique par Yves Saint-Jours , ancien Professeur émérite de l'Université de Perpignan ...	14		
COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Opération de concentration d'entreprises – Analyse du projet – Recours à un expert-comptable – Conditions – Organisation et marche générale de l'entreprise Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014	26		
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	27		

ou lieu d'exploitation des différentes mutuelles permettant d'effectuer la permutation de tout ou partie du personnel – Recherche nécessaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015 339

RÉMUNÉRATION – Invention du salarié – Revendication des droits par le salarié – Identification du débiteur – Créance au titre de la relation salariale – a) Société dépositaire du brevet, mais n'ayant jamais eu la qualité d'employeur (non) – b) Groupe de sociétés – Mobilités successives du salarié – Société ayant eu la qualité d'employeur pour chaque période d'emploi – Exception – Transfert d'entreprise (L. 1224-1)

Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014 422

Note **Stéphanie Le Cam**, Maître de conférences, ISST de l'Ouest, Université de Rennes-2 425

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Groupe de sociétés – Cession d'une branche d'activité – Exclusion de l'une des sociétés de cette branche – Absence de séparation artificielle de l'activité – Motivation économique de la mise à l'écart établie – Fraude (non)

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation – Restructuration d'un groupe – Cession des droits d'une filiale sur un crédit-bail – Consultation du comité de la filiale (non)

Cour de cassation (Ch. Com.) 15 avril 2015 649

Note **Marguerite Kocher**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine 651

LICENCIEMENT – Exercice du pouvoir de licencier – Signataire de la lettre de licenciement – Directeur financier de la maison-mère – Délégation du représentant légal de la filiale – Personne étrangère à l'entreprise (non) – Validité de la rupture (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2015 713

Note **Jérémy Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 713

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Salaire – Paiement – Redressement et liquidation judiciaires – Assurance contre le risque de non-paiement – Garantie – Plafond mensuel – Assiette – Montant des créances du salarié – Appréciation en net

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 642

Note **Hugo Salquain** 642

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Recevabilité – Liquidation judiciaire – Rachat d'actifs

Cour d'appel de Rouen (Ch. civ. et com.) 10 septembre 2014 63

Note **Eric Baudeau** et **Nicolas Capron**, Avocats au Barreau de Rouen 65

ENTREPRISES PUBLIQUES

L'alternative de la démocratisation des entreprises à leur éclatement endémique par **Yves Saint-Jours**, ancien Professeur émérite de l'Université de Perpignan ... 14

L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades par **Anais Ferrer**, Conseillère fédérale DLAJ CGT 621

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1° Droits acquis – Report – 2° Acquisition de nouveaux droits

Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015 628

ESSAI

ESSAI – Renouveau – Formalisme – Dispositions conventionnelles – Consentement – Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014 33

Note **Christelle Varin**, Maître de conférences, Université Grenoble-Alpes 34

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Accès à l'emploi – Dispositif d'intégration d'agents non titulaires – Loi du pays (Nouvelle-Calédonie) – Personnes durablement installées – Préférence locale pour l'accès à l'emploi – Prise en compte – Nécessité (oui)

Décision n° 2014-4 LP du 21 novembre 2014 549

Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier 551

Université – Conseil académique des universités – Prerogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non) (*sic* !) – Atteinte au droit à participation (8^{ème} alinéa Préambule 1946) (non)

Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015 552

Note **Pierre-Yves Gadhoun**, Professeur à l'Université de Montpellier 553

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les infirmiers et infirmières de santé au travail : une réforme inachevée par **Nathalie Ferré**, Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris-13 – IRIS 7

Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ? par **François Bizeur**, Docteur en droit, Université de Lille 372

De nouveaux droits en matière de formation professionnelle ? par **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 590

Discussion : **Eric Aubin**, **Laure Camaji**, **Frédéric Guiomard**, **Alain Supiot** 594

GRÈVE

Tensions aux frontières du droit de grève : la solidarité interne et la séquestration en question (à propos de **Cass. Soc. 2 juillet 2014, Sté Finimétal**) par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre (CEJEC) 1

GRÈVE – 1° Revendication – Nature – Contestation des sanctions infligées dans le cadre d'un précédent conflit – Intérêt collectif et professionnel (oui) – 2° Responsabilité – Personnel de direction retenu dans les bureaux – Participation du salarié – Faute lourde (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014 6

Service public – Préavis – Durée limitée – Salarié ne s'associant que partiellement au mouvement – Licéité (oui) – Transports terrestres de voyageurs – Dispositions restrictives – Déclaration d'intention individuelle de grève – Modalités

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015 418

Note **Philippe Gagnieux**, Conseiller prud'homme 419

GRÈVE – Service minimum – Établissement de santé – Existence d'une mission de service public (non) – Prerogatives de l'employeur – Réglementation de l'exercice du droit de grève (non) – Préavis de grève (non)

Cour d'appel de Lyon (1^{ère} ch. civ. B) 7 avril 2015	529
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	531

HARCÈLEMENT MORAL (voir aussi CHSCT)

L'inspection du travail face aux risques psychosociaux par Hervé Lanouzière , Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)	71
--	----

Mission de l'inspection médicale du travail - Interaction avec les CHSCT et DP : exemples des risques psychosociaux par Nicolas Sandret , Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France	77
--	----

HARCÈLEMENT – Action en référé afin d'obtenir une « mise en inactivité » – Action au fond visant à faire reconnaître la nullité de la rupture pour harcèlement – Contrariété des demandes (non)

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014	197
Note Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	198

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Prise d'acte – Harcèlement – Appréciation – Impossibilité de poursuivre le contrat – Office du juge

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015	429
Note Sandrine Maillard-Pinon , Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud	430

L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC
 612 |

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015	619
--	-----

Dénonciation de faits – Protection du salarié (deux espèces) – Licenciement fondé sur une pluralité de motifs – Nullité de la rupture (première espèce) – Contrat d'apprentissage – Résiliation judiciaire aux torts de l'apprenti (non) (deuxième espèce)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015	644
--	-----

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015	645
--	-----

Note Dominique Holle , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ	645
---	-----

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail ; voir aussi CHSCT)

Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ? Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) de Srinivas Reddy , Directeur du bureau de pays de l'OIT	82
---	----

La Joint Audit Cooperation (JAC) : quand la coopération va au-delà de la compétition dans le secteur des télécommunications par Brigitte Dumont , Vice-présidente de l'ANDRH, Directrice de la responsabilité sociale d'entreprise du groupe Orange	85
---	----

Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible par Gérard Le Corre , Inspecteur du travail	95
--	----

INAPTITUDE

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude – Convention collective – Indemnité conventionnelle – Exclusion du versement – Discrimination liée à l'état de santé	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	62
Note	63

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Inaptitude – Origine professionnelle – Recherches de reclassement – Consultation préalable des délégués du personnel – Licenciement	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015	296
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	296

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité résultat à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse

Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 14 avril 2015	525
Note Arnaud Olivier , Avocat au Barreau de Paris	527

L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC
 612 |

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015	619
--	-----

INFORMATIQUE ET LIBERTÉ

Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL- Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	196
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	196

Le droit du travail à l'épreuve du numérique Ombres et lumières du rapport Mettling par **Philippe Masson**, collectif « Droits et Libertés » de l'Ugict-CGT
 695 |

INSPECTION DU TRAVAIL

L'INSPECTION DU TRAVAIL, L'ENTREPRISE ET LES DROITS DES TRAVAILLEURS Introduction par Michèle Bonnechère , Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne	69
I. L'inspecteur du travail et la santé sécurité au travail L'inspection du travail face aux risques psychosociaux par Hervé Lanouzière , Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)	71

Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux par Nicolas Sandret, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France 77

II. Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ?

Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) de Srinivas Reddy, Directeur du bureau de pays de l'OIT 82

La Joint Audit Cooperation (JAC) : quand la coopération va au-delà de la compétition dans le secteur des télécommunications par Brigitte Dumont, Vice-présidente de l'ANDRH, Directrice de la responsabilité sociale d'entreprise du groupe Orange 85

L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée par Michèle Bonnechère, Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne 87

Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible par Gérard Le Corre, Inspecteur du travail 95

III. Missions et système de l'inspection du travail

Quel rôle pour l'inspection du travail en matière d'emploi après la Convention n° 81 de l'OIT ? par Jean-François Akandji-Kombé, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne 103

Brefs propos sur l'action de l'inspection du travail contre les discriminations par Michel Miné, Professeur de droit du travail au Cnam, Lise/Cnam/Cnrs 109

IV. L'avenir de l'inspection du travail : qu'attend-on de l'inspection du travail ?

L'inspection du travail et l'Union européenne : une convergence d'objectifs par Vincent Bouhier, Maître de conférences à l'Université d'Évry, Val d'Essonne 117

Pour une inspection du travail forte et adaptée à notre temps par Yves Calvez, Directeur adjoint de la Direction générale du Travail..... 122

Pour une inspection du travail, bien commun des salariés par Paul-Éric Dross, Directeur adjoint du travail ... 127

Points de vue syndicaux (hors colloque) : La réorganisation de l'inspection du travail : une attaque contre une inspection du travail au service des salariés. Contribution du SNTFP-CGT (Syndicat national Travail, Emploi, Formation professionnelle) 130

L'interminable réforme de l'inspection du travail et des prud'hommes – Le management, au mépris du droit social par Jérôme Beuzelin, Inspecteur du travail, syndicaliste à Sud-Travail Affaires sociales 133

V. Documents

Convention internationale du travail (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. Convention concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce 136

Convention internationale du travail (n° 150) sur l'administration du travail, 1978 : rôle, fonctions et organisation 141

Rapport du comité chargé d'examiner la réclamation alléguant l'inexécution par la France de la convention n° 81 sur l'inspection du travail, 1947, présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par le Syndicat Sud-Travail Affaires sociales 143

VI. Éléments de bibliographie sur l'inspection du travail 152

Inspection du travail et contrôle des étrangers par Jérôme Beuzelin, Inspecteur du travail 156

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correct.) 9 avril 2015 543

Note Hervé Guichaoua, Directeur du travail 546

CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1° Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2° Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce) Première espèce : Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014 635

Deuxième espèce : Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015 638

Note Jacques Déchoz et Pierre Boutonnet, Inspecteurs du travail 639

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discrimination)

L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée par Michèle Bonnechère, Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne 87

À la RATP, l'enquête a l'ticket – Contribution à l'éradication d'une officine patronale par Daniel Boulmier, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 171

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Droit disciplinaire – Enquête – Conditions – Auditions menées à discrétion de l'entreprise en dehors de la procédure disciplinaire – Illicéité – Preuve des atteintes – Trouble manifestement illicite (non)

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (référé) 16 août 2013 182

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié

Troisième espèce : Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014 184

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Propos racistes – Gravité de la faute – Qualification

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2014 310

Note 310

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture

Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015 533

Note Nicolas Capron, Avocat au Barreau de Rouen 533

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Université – Conseil académique des universités – Prerogatives – Questions individuelles relatives à la carrière des

enseignants-chercheurs – Lien avec la détermination collective des conditions de travail (non) (<i>sic</i> !) – Atteinte au droit à participation (8 ^{ème} alinéa Préambule 1946) (non)	
Décision n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015	552
Note Pierre-Yves Gadhoun , Professeur à l'Université de Montpellier	553

Document : Déclaration du CCN de la CGT (la situation après les attentats du 13 novembre)	702
--	------------

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Emploi)

MOTIFS

Mise en cause d'un tiers – Société-mère – 1° Co-emploi – Triple confusion d'activités, d'intérêt et de direction allant au-delà de l'appartenance à un groupe – Caractérisation (oui) (première espèce) – 2° Responsabilité délictuelle – Décisions dommageables pour la filiale – Aggravation d'une situation économique difficile – Intérêt exclusif de l'actionnaire unique (deuxième espèce)	
Première espèce : Conseil de prud'hommes de Toulouse (Encadr.) 18 septembre 2014	37
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2014	42
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	43

Représentant du personnel – Cause du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de couches-culottes – Spécialisation géographique et fonctionnelle du site – Absence de caractéristiques techniques particulières – Périmètre élargi – Volonté de gain de productivité – Défaut de motif économique	
Première espèce : Tribunal administratif de Lyon (5^{ème} ch.) 10 juin 2014	50

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – 1° Co-emploi – Confusion d'activités, d'intérêts, de direction – Caractérisation – Interventions anormales privant la société de son autonomie – Contrôle opérationnel étroit et constant – Choix stratégiques imposés – Société-mère se substituant à sa filiale dans la communication et la prise de décisions – 2° Cause économique du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de pneumatiques – Absence de spécificité de la nature des produits et des techniques de fabrication – Périmètre élargi – Situation économique solide et stable – Défaut de motif économique – 3° Obligation de reclassement – Périmètre constitué par les sociétés du groupe – Absence de recherches sérieuses	
Deuxième espèce : Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} Ch. Soc.) 30 septembre 2014	52
Note Catherine Bottin-Vaillant , Avocate au Barreau de Lyon	56

Suppressions d'emploi – Comité d'entreprise – Obligation de discrétion – Portée – Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014	416
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	417

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Groupe de sociétés – Cession d'une branche d'activité – Exclusion de l'une	
---	--

des sociétés de cette branche – Absence de séparation artificielle de l'activité – Motivation économique de la mise à l'écart étable – Fraude (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015	649
Note Marguerite Kocher , Maître de conférences à l'Université de Lorraine	651

LICENCIEMENTS INDIVIDUELS

Réflexions autour du cadre d'exécution de l'obligation patronale de reclassement en cas de licenciement pour motif économique par Franck Héas , Maître de conférences à l'Université de Nantes	335
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Groupe de sociétés – Notion – Fédération mutualiste – Activités, organisation ou lieu d'exploitation des différentes mutuelles permettant d'effectuer la permutation de tout ou partie du personnel – Recherche nécessaire	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2015	339
CHOMAGE – Indemnisation – Salariée titulaire de plusieurs temps partiel – Licenciements économiques concomitants – Admission à l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) pour chaque contrat – A l'expiration, refus d'admission au titre de l'ARE tant que la totalité des ASP ne sont pas épuisées – Discrimination à l'égard de salarié à temps partiel – Illégalité de la décision – Trouble manifestement illicite – Reconstitution et paiement des droits sous astreinte	
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 24 juin 2014	580

LICENCIEMENTS COLLECTIFS, P.S.E., CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Document : Le rôle ambigu de l'administration du travail dans le contentieux des licenciements collectifs	19
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Plan de sauvegarde de l'emploi – Document unilatéral – Validation par la Direccte – Contestation – 1° Action en justice – Recevabilité – Comité d'entreprise (oui) – 2° Information délivrée au comité – Contrôle de la pertinence par l'administration (ouit)	
Cour administrative d'appel de Versailles (4^{ème} ch.) 16 septembre 2014	44
Note Judith Krivine , Avocate au Barreau de Paris	46

Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	164
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Mise en œuvre – Manquement à l'obligation de loyauté – Acquisition d'une société destinée à être fusionnée – Prise en compte – Nécessité	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	169
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Fixation – Critères – 1° Mise en œuvre – Cadre – 2° Inobservation – Sanction	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013	169
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Contrôle	
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2014	170

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE –
Licenciement collectif – PSE établi par voie unilatérale
– Ordre des licenciements – Périmètre – Fixation à un
niveau inférieur à l'entreprise – Illégalité

1^o Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (9^{ème} ch.)	
11 juillet 2014	202
2) Cour administrative d'appel de Versailles 22 octobre	
2014	203
Note Judith Krivine , Avocate au Barreau de Paris	204

Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif par **Jean-Philippe Mazaud**, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental

246

À propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs

Document 1 : Réponse de François Rebsamen, ministre du Travail, à Jacqueline Fraysse, Députée	259
Document 2 : Courrier d' Emmanuelle Wargon , Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ministère du Travail	260
Document 3 : Note en délibéré produite par l'administration du travail devant la Cour administrative d'appel de Versailles dans le contentieux <i>Sanofi</i> (arrêt du 30 septembre 2014, n° 14VE02163)	261
Document 4 : Observations Emmanuel Gayat , Avocat au Barreau de Paris	263

Document : **Contrôle des Directeurs lors de suppressions d'emploi**

290

Négociation collective et PSE : les tontons flingueurs ? par **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris

239

Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII

340

SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent

Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2^{ème} ch.)
5 février 2015

344

Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? par **Josépha Dirringer**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine

378

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE –
Licenciements collectifs – Plan de sauvegarde de l'emploi – Accord collectif ou engagement unilatéral – Décision administrative de validation ou d'homologation – Caractère de document administratif (oui) – Communication à un tiers (oui)

Commission d'accès aux documents administratifs 19 mars 2015	421
Note	422

SANCTIONS

Réparer la perte d'emploi – À propos des indemnités de licenciement par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense

450

Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai

469

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

PROCÉDURES

Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture

Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015	533
Note Nicolas Capron , Avocat au Barreau de Rouen	535

Exercice du pouvoir de licencier – Signataire de la lettre de licenciement – Directeur financier de la maison-mère – Délégation du représentant légal de la filiale – Personne étrangère à l'entreprise (non) – Validité de la rupture (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2015

713

Note **Jérémie Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris

713

MOTIFS DE LICENCIEMENT

1^o Mise en examen – Présomption d'innocence – 2^o Faute grave – Fait de la vie personnelle en rapport avec les activités professionnelles – Incidence sur l'exercice des fonctions – Obligation d'information de l'employeur – Défaut – Conséquence – Manquement à la loyauté
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014

60

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise

61

À la RATP, l'enquête a l'ticket Contribution à l'éradication d'une officine patronale par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine

171

Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse
Première espèce :

1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009

179

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011

180

**LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1^o Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2^o Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié
Troisième espèce : **Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014****

184

**CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 octobre 2014**

196

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise

196

Propos racistes – Gravité de la faute – Qualification		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2014	310	
Note	310	
Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour l'employeur de fournir du travail au travailleur porté		
(Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par Florence Canut , Professeur à l'Université Lyon-2	328	
CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non)		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015	334	
L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression par Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine		
DROIT DISCIPLINAIRE – Procédure interne d'enquête – Demande d'explications écrites – Refus de répondre sanctionné – Consignation au dossier – Nature de sanction (oui) – Licenciement pour faute grave – Application de la règle <i>non bis in idem</i> (oui)		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2015	497	
CONGÉS – Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014	508	
Note Floriane Maisonnasse , Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry	508	
CONTRAT DE TRAVAIL – Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité résultant à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse		
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 14 avril 2015	525	
Note Arnaud Olivier , Avocat au Barreau de Paris	527	
HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Licenciement fondé sur une pluralité de motifs – Nullité de la rupture		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015	644	
Note Dominique Holle , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ	645	
Faute – Appréciation – Altercation avec un supérieur hiérarchique – Doute sur l'existence d'une provocation – Absence de cause réelle et sérieuse		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2015	717	
Note	718	
NULLITÉ		
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1 ^{er} Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2 ^o Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié		
Cour d'appel de Paris (Ch. 6) 2 juillet 2014	184	
Note Daniel Boulmier	171	
LICENCIEMENT – Discrimination – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – 1 ^o Rémunération correspondant à la période d'éviction de l'entreprise – 2 ^o Indemnisation complémentaire liée aux circonstances de la rupture		
Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015	518	
Note Laure Daviau , Avocate au Barreau de Marseille	523	
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Entretien préalable – Grievs non communiqués préalablement au salarié – Respect des droits de la défense – Violation d'une liberté fondamentale – Nullité de la rupture		
Conseil de prud'hommes d'Évreux (Encadrement) 26 mai 2015	533	
Note Nicolas Capron , Avocat au Barreau de Rouen	533	
HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Licenciement fondé sur une pluralité de motifs – Nullité de la rupture		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015	644	
Note Dominique Holle , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ	645	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration		
Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015 ..	721	
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	724	
INAPTITUDE (voir ce mot)		
INDEMNITÉS		
Attestation Pôle Emploi et certificat de travail – Délivrance tardive – Préjudice – Indemnisation		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2014	60	
L'impact de l'assurance-chômage sur la réparation de la perte d'emploi par Laurène Joly , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux		
	458	
Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi par Alexandre Fabre , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai		
	469	
Réparer la perte d'emploi – À propos des indemnités de licenciement par Cyril Wolmark , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense		
	450	
Document : Loi Macron : le plafonnement des indemnités de licenciement et la Constitution		
	501	
Remise des documents obligatoires – Retard – Préjudice causé au salarié		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} avril 2015	647	
Note Jérémie Jardonet , Avocat au Barreau de Paris	647	
LICENCIEMENT – Documents liés à la rupture – Mentions erronées – Préjudice – Indemnisation		
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015	718	
Note Emmanuelle Richard , Juriste en droit social	719	
MALADIE (voir Discriminations ; voir Licenciement pour motif personnel ; voir Santé au travail)		

MÉDECINE DU TRAVAIL

Les infirmiers et infirmières de santé au travail : une réforme inachevée par **Nathalie Ferré**, Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris-13 – IRIS 7

Mission de l'inspection médicale du travail – Interaction avec les CHSCT et DP : exemple des risques psychosociaux par **Nicolas Sandret**, Médecin-inspecteur du travail en Île-de-France 77

Le secret et le médecin du travail par **Alexia Gardin**, Professeure à l'Université de Lorraine, IFG-CCERIT 401

L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine 492

CHSCT Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)
Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015 498

L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC 612

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015 619

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Représentant du personnel – Cause du licenciement – Réorganisation visant à sauvegarder la compétitivité – Périmètre d'application – Secteur d'activité du groupe – Fabrication de couches-culottes – Spécialisation géographique et fonctionnelle du site – Absence de caractéristiques techniques particulières – Périmètre élargi – Volonté de gain de productivité – Défaut de motif économique

Tribunal administratif de Lyon (5^{ème} ch.) 10 juin 2014 ... 50
Note **Catherine Bottin-Vaillant**, Avocate au Barreau de Lyon 56

Mandat extérieur – Information de l'employeur – Transfert d'entreprise – Conditions supplémentaires à la protection – Information du nouvel employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015 539
Note **Nathalie Bizot**, Avocate au Barreau de Castres 539

PROCÉDURE

Autorisation administrative de licenciement – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014 197
Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne 198

Demande d'autorisation administrative de licenciement – Rôle de l'administration – Enquête contradictoire – Obligation d'informer le salarié des agissements reprochés et de l'identité des témoins – Connaissance de l'ensemble des pièces produites – Défaut – Annulation de l'autorisation administrative
Cour administrative d'appel de Versailles (4^{ème} ch.) 24 mars 2015 537
Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières 538

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Un droit à la complémentaire santé pour tous ? par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes 598
Discussion : **Laure Camaji** et **Alain Supiot** 603

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que licenciements)

PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

Harcèlement – Appréciation – Impossibilité de poursuivre le contrat – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015 429
Note **Sandrine Maillard-Pinon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud 430

L'inobservation des préconisations et restrictions des fiches d'aptitude sous réserve (Refus réitéré d'adaptation du poste de travail et harcèlement moral) par **Alain Chirez**, Professeur agrégé des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse, et **Christian Expert**, Médecin du travail, Vice-président du SGMT CFE CGC 612

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Médecine du travail – Aptitude sous réserves – Non-respect des réserves par l'employeur – Refus d'adaptation du poste – Dégradation des conditions de travail – Harcèlement moral – Prise d'acte de la rupture
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 janvier 2015 619

RUPTURE CONVENTIONNELLE (loi du 25 juin 2008)

Validité de la convention – Protection de la maternité (L. 1226-9 et L. 1225-4) – Périodes de suspension du contrat de travail – Caractère indifférent
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015 361
Note **Yann Leroy**, Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-Institut François Gény (EA 1138) 362

Validité – Consentement du salarié – Intégrité – Appréciation – Existence d'un différend sur un changement de poste – Menace de licenciement pour faute grave – Défaut de versement de salaire – Nullité de la rupture – Licenciement sans cause réelle et sérieuse
Cour d'appel de Versailles 16 décembre 2014 364
Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical 366

RÉSILIATION JUDICIAIRE

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014 197
Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne 198

HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Contrat d'apprentissage – Résiliation judiciaire aux torts de l'apprenti (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015	645
Note Dominique Holle , Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ	645

SALAIRES – RÉMUNÉRATIONS

Impacts des accords collectifs sur l'exécution des contrats de travail – Salaire et classification par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	212
--	------------

Accords de compétitivité, accords de maintien de l'emploi : l'affaiblissement de la résistance du contrat de travail par Alexandra Soumeire , Avocate au Barreau de Paris	228
---	------------

Payer le travail le moins cher possible, une vieille rengaine patronale par Claudy Ménard , Juriste syndical CGT	236
--	------------

Le salaire minimal, un instrument national pour lutter contre le dumping social ? par Jérôme Porta , Enseignant-chercheur, Université de Bordeaux	316
---	------------

Invention du salarié – 1° Invention de mission – a) Caractérisation – Existence d'un projet – Objectifs d'innovation – Fonction d'études et de recherche – b) Rémunération supplémentaire – Évaluation – Intérêt des inventions – Appréciation – 2° Revendication des droits par le salarié – Identification du débiteur – Créance au titre de la relation salariale – a) Société dépositaire du brevet, mais n'ayant jamais eu la qualité d'employeur (non) – b) Groupe de sociétés – Mobilités successives du salarié – Société ayant eu la qualité d'employeur pour chaque période d'emploi – Exception – Transfert d'entreprise (L. 1224-1)	
---	--

Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014	422
Note Stéphanie Le Cam , Maître de conférences, ISST de l'Ouest, Université de Rennes-2	425

Obligation annuelle de négocier dans l'entreprise – Modification des propositions patronales – Absence de délai pour examiner les nouvelles propositions – Interruption des négociations – Mesures patronales unilatérales – Trouble manifestement illicite	
Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 29 avril 2015	541
Note	543

PAIEMENT

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Salaire – Paiement – Redressement et liquidation judiciaires – Assurance contre le risque de non-paiement – Garantie – Plafond mensuel – Assiette – Montant des créances du salarié – Appréciation en net	
---	--

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juillet 2014	642
Note Hugo Salquain	642

Preuve du paiement – Photocopie du chèque – Encaissement effectif non établi – Preuve du paiement non justifiée	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2015	654
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine	655

1° Paiement – Preuve – Mention figurant sur la fiche de paie – Caractère inopérant – 2° Part variable – Fixation des objectifs – Contractualisation du plan de commissionnement – Pouvoir unilatéral de modification de la répartition interne des objectifs (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015	718
Note Emmanuelle Richard	719

MONTANT

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Dénonciation – Avantages individuels acquis – Notion – Temps de travail – Rémunération d'un temps de pause – Maintien (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014	301
Note Bernard Schmid , Conseiller confédéral DLAJ	301

RÉMUNÉRATION – Discrimination hommes/femmes – Comparaison des situations – Obstacle – Dispersion géographique – Critère pertinent (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2015	361

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinuée – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015	512
Note Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	513

SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)

Les infirmiers et infirmières de santé au travail : une réforme inachevée par Nathalie Ferré , Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris-13 – IRIS	7
---	----------

CHSCT – Réorganisation du travail – Identification des cadences – Expertise confirmant les risques (TMS et stress) et leur réalisation – Refus de prise en compte par l'employeur – Refus du CHSCT d'émettre un avis – Suspension de la réorganisation	
Tribunal de grande instance de Paris 17 juin 2014	21
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris	24

L'inspection du travail face aux risques psychosociaux par Hervé Lanouzière , Directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)	71
---	-----------

Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible par Gérard Le Corre , Inspecteur du travail	95
--	-----------

Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par Emmanuelle Lafuma , Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII	340
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent	
Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2^{ème} ch.) 5 février 2015	344

Le secret et le médecin du travail par Alexia Gardin , Professeure à l'Université de Lorraine, IFG-CCERIT	401
---	------------

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Prise d'acte – Harcèlement – Appréciation – Impossibilité de poursuivre le contrat – Office du juge	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2015	429
Note Sandrine Maillard-Pinon , Maître de conférences à l'Université de Paris-Sud	430

Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux **437**

Préjudices et indemnisation : à la croisée des disciplines (Heurs et malheurs du principe de réparation intégrale en droit du travail par **Christophe Radé**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux **441**

Les atteintes à la santé. Réflexions sur l'ordonnement des préjudices par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne **476**

Le scandale de l'amiante et son rapport au droit à l'indemnisation par **Marie Fleury**, Avocate au Barreau de Paris **485**

L'émergence, devant les tribunaux, des stratégies patronales d'enquête/répression par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, IRT, Université de Lorraine **492**
CHSCT Risque grave – Soupçons de vol envers des salariés – Procédure d'enquête interne – Absence de garde-fou – Effets pathogènes – Alerte de la médecine du travail – Désignation d'une expertise (oui)
Tribunal de grande instance de Paris 2 juin 2015 **498**

Licenciement – Inaptitude – Manquement à l'obligation de reclassement (non) – Manquement à l'obligation de sécurité résultat à l'origine de l'inaptitude – Absence de cause réelle et sérieuse
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 14 avril 2015 **525**
Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris **527**

L'effet direct vertical permet d'appliquer aux salariés des entreprises assimilables à l'État la jurisprudence européenne octroyant des congés payés aux salariés malades par **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale DLAJ CGT **621**
TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88 – Effet direct vertical – Établissement public à caractère industriel et commercial – Droit à congés payés – Suspension du contrat de travail pour maladie professionnelle ou non – Incidence – Inopposabilité d'une réglementation statutaire contraire au droit européen – 1° Droits acquis – Report – 2° Acquisition de nouveaux droits
Tribunal de grande instance de Paris 5 mai 2015 **628**

CHSCT – Expertises – Risque grave – Risques psychosociaux – Témoignage des salariés et des élus
Cour d'appel de Versailles (14^{ème} ch.) 7 mai 2015 **704**
Note **Annie de Saint-Rat**, Avocate au Barreau de Paris **705**

STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques)

APPRENTISSAGE

HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation de faits – Protection du salarié – Contrat d'apprentissage – Résiliation judiciaire aux torts de l'apprenti (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juin 2015 **645**
Note **Dominique Holle**, Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, DLAJ **645**

PORTAGE SALARIAL

Portage salarial : les enjeux de la qualification de contrat de travail quant à l'obligation pour

l'employeur de fournir du travail au travailleur porté (Cass. Soc. 4 février 2015, n° 13-25.627, P+B) par **Florence Canut**, Professeur à l'Université Lyon-2 **328**
CONTRAT DE TRAVAIL – Caractérisation – Obligation de l'employeur de fournir du travail au salarié – Clause contraire – Portage salarial – Salarié devant conclure un nombre minimum de missions – Licenciement pour insuffisance d'activité – Validité (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 février 2015 **334**

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuves illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse
Première espèce :
1) Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 29 décembre 2009 **179**
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2011 **180**
Note **Daniel Boulmier** **171**

L'emploi des travailleurs handicapés à l'épreuve de la loi Macron par **Laurène Joly**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux **690**

STAGIAIRES

Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 : le stagiaire enfin reconnu ? par **François Bizeur**, Docteur en droit, Université de Lille **372**

DÉTACHEMENT

Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail **268**

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Inspection du travail et contrôle des étrangers par **Jérôme Beuzelin**, Inspecteur du travail **156**
CONTRAT DE TRAVAIL – Remise de documents – Langue étrangère – Salarié étranger
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2015 **718**
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social **719**

SYNDICATS PROFESSIONNELS

ATTRIBUTIONS

Vers un déséquilibre conventionnel plus fort que le déséquilibre contractuel ? par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense
Égalité de traitement : l'accord collectif au-dessus de tout soupçon par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT CGT **283**
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Contenu – Différences de traitement entre catégories professionnelles – Contrôle – Respect de l'égalité de traitement – Présomption simple – Renversement – Condition – Justification étrangère à toute considération de nature professionnelle
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Rôle – Défense des droits et intérêts des salariés – Habilitation des salariés par la voie du vote
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2015 **288**

Dialogue social : les moyens et la fin (à propos du projet de loi dit « <i>relatif au dialogue social et à l'emploi</i> ») par Pascal Rennes , Directeur du travail honoraire	348
Annexe : Résumé du projet de loi relatif au dialogue social : commissions paritaires, fusion des instances, info-consultation, négociation collective – Document de travail par Anaïs Ferrer et Bernard Schmid	356
L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage – Conclusions (CE, 2 octobre 2015, req. N° 383.956) par Rémi Decout-Paolini , Rapporteur public	676
CHÔMAGE – Convention d'assurance-chômage – Agrément – Légalité – Contestation – Annulation – Effet – Distinction – Caractère divisible des stipulations – Effet immédiat – Caractère non divisible – Report – 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée – Caractère indifférent – Obstacle à leur contestation (non) – 2° Différé spécifique d'indemnisation – Montant – Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi – Atteinte au droit d'obtenir une réparation – 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage – Compétence (non) – a) Répétition d'indu en matière d'allocations – b) Omission de déclaration de reprise d'activité – Sanctions	
Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} ssr) 5 octobre 2015	690
DISCRIMINATION	
Rapport de l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicales. Note de lecture par Josépha Diringier , Maître de conférences de droit privé, Université Rennes-1	189
Licenciement disciplinaire – Accusation de retard à la prise de poste – Existence d'éléments objectifs étrangers à toute discrimination (non) – Trouble manifestement illicite – Réintégration	
Cour d'appel de Paris (P6 – Ch. 2) 10 septembre 2015 ..	721
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	724
ACTION EN JUSTICE	
Recevabilité – Liquidation judiciaire – Rachat d'actifs	
Cour d'appel de Rouen (Ch. Civ. et com.) 10 septembre 2014	63
Note Éric Beaudou et Nicolas Capron , Avocats au Barreau de Rouen	63
Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par Emmanuelle Lafuma , Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII	340
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent	
Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2^{ème} ch.) 5 février 2015	344
CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié – Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération	
Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014	635
Note Jacques Déchoz et Pierre Boutonnet , Inspecteurs du travail	639
DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE	
Désignation	
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Application – Obstacles – Révision et dénonciation (oui) – Accord sur le droit syndical – Évolution de l'organisation de l'entreprise – Caducité (non) – Caractère indifférent (deux espèces) SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Périmètre – Accord collectif – Réorganisation de l'entreprise – Effet	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015	297
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2015	298
Note Vincent Mallevays , Avocat au Barreau de Paris	298
TEMPS DE TRAVAIL	
Les temps modernes : entre résistance et soumission du contrat de travail face à l'accord collectif par Isabel Odoul-Asorey , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IRERP	
	218
CONTRAT DE TRAVAIL – Congés payés – Renonciation – Demande de l'employeur de renoncer à 10 jours pour chaque salarié (deux espèces) – 1° Absence d'information-consultation du comité d'entreprise – Absence de négociation collective (L. 5125-1) – Caractère indifférent de l'existence de difficultés financières – Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Trouble manifestement illicite – Suspension de l'opération (première espèce) – 2° Infraction à la législation sur le temps de travail – Condamnation pénale (deuxième espèce)	
Première espèce : Tribunal de grande instance de Saverne (référé) 21 juillet 2014	635
Deuxième espèce : Tribunal de police de Saverne 30 juin 2015	638
Note Jacques Déchoz et Pierre Boutonnet , Inspecteurs du travail	639
TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF	
Déplacement d'aides à domicile entre deux interventions – Absence de prise en compte pour le calcul du salaire – Travail dissimulé	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2014 ..	208
Note Michel Faivre-Picon , Animateur du collectif confédéral <i>Services à la personne</i>	208
Salariés itinérants – Prise en compte du déplacement pour le calcul des contreparties – Caractère dérisoire – Appréciation – Annulation du barème unilatéral	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 2) 4 juin 2015	725
Note Alexandra Soumeire , Avocate au Barreau de Paris ..	727
TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	
CONGÉS – Congé parental d'éducation – Transformation en temps partiel – Compatibilité avec le poste occupé – Charge de la preuve reposant sur l'employeur – Changement d'emploi – Refus de la salariée – Absence de faute – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2014	508
Note Floriane Maisonnasse , Maître de conférences, Université Montpellier-3 Paul Valéry	508

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – CDD d'usage – Requalification – 1° Conditions – Relation discontinue – Disponibilité permanente – 2° Effet – a) Temps de travail – Absence de clause répartissant les horaires et la durée – Présomption de temps complet – Preuve contraire reposant sur l'employeur – b) Rémunération – Application du statut collectif – Grille conventionnelle	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 juin 2015	512
Note Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	513

Directeur technique en mi-temps thérapeutique – Demande de passage en ¾ temps – Refus de l'employeur au motif de l'incompatibilité avec l'organisation du travail – Licenciement disciplinaire – Fautes non établies – Discrimination liée à l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration	
Cour d'appel d'Agen (Ch. Soc.) 13 janvier 2015	518
Note Laure Daviau , Avocate au Barreau de Marseille	523

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail	
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correct.) 9 avril 2015	543
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	546

CHOMAGE – Indemnisation – Salariée titulaire de plusieurs temps partiel – Licenciements économiques concomitants – Admission à l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) pour chaque contrat – A l'expiration, refus d'admission au titre de l'ARE tant que la totalité des ASP ne sont pas épuisées – Discrimination à l'égard de salarié à temps partiel – Illégalité de la décision – Trouble manifestement illicite – Reconstitution et paiement des droits sous astreinte	
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 24 juin 2014	580

TRANSACTION

Portée – Limites – Claude de renonciation – Formule générale	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 novembre 2014	368
Note Pierre-Angelo Mavreas	369

TRANSFERT D'ENTREPRISE

CONDITIONS

Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires par Alexandre Lallet , Rapporteur public	275
1° TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Périmètre – Restrictions – Appréciation – Convention collective – Extension – Exclusion du transfert des salariés absents depuis plus de 4 mois	
2° TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge administratif – Appréciation de la légalité d'un accord collectif – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité	
Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} ssr) 28 novembre 2014	279
Note Jacques Déchoz , Inspecteur du travail	281

Groupe de sociétés – Cession d'une branche d'activité – Exclusion de l'une des sociétés de cette branche – Absence de séparation artificielle de l'activité – Motivation économique de la mise à l'écart établie – Fraude (non)	649
Cour de cassation (Ch. Com.) 15 avril 2015	649
Note Marguerite Kocher , Maître de conférences à l'Université de Lorraine	651

EFFETS

Exécution – Accord de GPEC – Engagement de maintien de l'emploi – Externalisation de l'activité – Manquement	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2014	303
Note Romain Geoffroy , Avocat au Barreau de Montpellier et Pauline Le Bourgeois , Avocate au Barreau de Toulouse	304

RÉMUNÉRATION – Invention du salarié – 1° Invention de mission – a) Caractérisation – Existence d'un projet – Objectifs d'innovation – Fonction d'études et de recherche – b) Rémunération supplémentaire – Évaluation – Intérêt des inventions – Appréciation – 2° Revendication des droits par le salarié – Identification du débiteur – Créance au titre de la relation salariale – a) Société dépositaire du brevet, mais n'ayant jamais eu la qualité d'employeur (non) – b) Groupe de sociétés – Mobilités successives du salarié – Société ayant eu la qualité d'employeur pour chaque période d'emploi – Exception – Transfert d'entreprise (L. 1224-1)	
Cour de cassation (Ch. Com.) 9 décembre 2014	422
Note Stéphanie Le Cam , Maître de conférences, ISST de l'Ouest, Université de Rennes-2	425

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Mandat extérieur – Information de l'employeur – Transfert d'entreprise – Conditions supplémentaires à la protection – Information du nouvel employeur	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015	539
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	539

TRAVAIL ILLÉGAL

TRAVAIL DISSIMULÉ

TRAVAIL DISSIMULÉ – Dissimulation d'heures de travail – Nettoyage de chambres d'hôtel au forfait – Non-respect du temps partiel – Procès-verbal de l'inspection du travail	
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} ch. correct.) 9 avril 2015	543
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	546

MARCHANDAGE

Le dévoiement de la mobilité internationale intragroupe du salarié : une forme recherchée de travail illégal et de dumping social sur le territoire français par Hervé Guichaoua , Directeur du travail	268
---	------------

SOUS-TRAITANCE

Quel contrôle pour assurer les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte de la sous-traitance mondialisée ? Intervention en vidéoconférence depuis Dacca (Bangladesh) de Srinivas Reddy , Directeur du bureau de pays de l'OIT	82
L'inspection du travail face à la réalité de la sous-traitance mondialisée par Michèle Bonnechère , Professeur émérite à l'Université d'Évry, Val d'Essonne	87
Une catastrophe du type AZF Toulouse est encore possible par Gérard Le Corre , Inspecteur du travail	95

TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes)

Comité d'entreprise - Votes et délibérations - Fonctionnement - Ordre du jour et procès-verbal - Prérogative - Désignation d'un huissier par décision de justice (non) - Contestation sérieuse et trouble manifestement illicite

Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 1 - Sect. 5) 14 août 2014 190
Note 192

Le nouveau régime des PSE : l'approche du juge administratif par **Jean-Philippe Mazaud**, premier Conseiller de Tribunal administratif et de Cour administrative d'appel, en détachement au Conseil économique, social et environnemental 246

À propos du rôle de l'administration du travail dans le contrôle des licenciements collectifs

Document 1 : Réponse de François Rebsamen, ministre du Travail, à Jacqueline Fraysse, Députée 259

Document 2 : Courrier d'**Emmanuelle Wargon**, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ministère du Travail 260

Document 3 : Note en délibéré produite par l'administration du travail devant la Cour administrative d'appel de Versailles dans le contentieux *Sanofi* (arrêt du 30 septembre 2014, n° 14VE02163) 261

Document 4 : Observations **Emmanuel Gayat**, Avocat au Barreau de Paris 263

Quel encadrement de l'extension des dispositions conventionnelles en matière de transfert des contrats de travail ? Conclusions sous CE 28 novembre 2014, Union syndicale solidaires par **Alexandre Lallet**, Rapporteur public 275

TRIBUNAUX - Séparation des autorités administratives et judiciaires - Dualisme juridictionnel - Juge administratif - Appréciation de la légalité d'un accord collectif - Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre judiciaire - Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable - Compétence du juge administratif pour se prononcer sur la légalité - 1° Illégalité manifeste - Jurisprudence établie - 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) - Effectivité

Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} srr) 28 novembre 2014 279
Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail 281

Prévention des risques et droits des réorganisations : dans les plis de la loi de sécurisation de l'emploi, la santé cherche son juge (Propos autour d'une décision du TGI de Nanterre, 5 février 2015) par **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris-XIII 340

SANTÉ AU TRAVAIL - Réorganisation de l'entreprise - Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE - Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés - Demande syndicale de suspension de la réorganisation - Tribunal compétent

Tribunal de grande instance de Nanterre (Civ. 2^{ème} ch.) 5 février 2015 344

Les juges administratifs face aux PSE : une logique de repli ? par **Josépha Diringger**, Maître de conférences à l'Université de Rennes-I, et **Morgan Sweeney**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Dauphine 378

Préjudices et indemnisation en droit social. Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux. Avant-propos par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, et **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux 437

Le contentieux de la violation des engagements en matière d'emploi par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai 469

Les atteintes à la santé. Réflexions sur l'ordonnement des préjudices par **Morane Keim-Bagot**, Maître de conférences en droit privé, École de droit de la Sorbonne 476

CONSEIL DE PRUD'HOMMES - Abandon de l'élection - Désignation par les organisation syndicales - Constitutionnalité (oui) - 1° Principe d'égalité devant la loi et d'égal accès aux emplois publics - Exclusion des chômeurs du corps électoral - Caractère indifférent - 2° Indépendance et impartialité - 3° Prorogation du mandat - Bonne administration de la justice - Objectif de valeur constitutionnelle

Décision n° 2014-704 DC du 11 décembre 2014 669
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I - CERCOP 672

L'annulation de l'agrément de la convention d'assurance-chômage - Conclusions (CE, 2 octobre 2015, req. N° 383.956) par **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public 676

CHÔMAGE - Convention d'assurance-chômage - Agrément - Légalité - Contestation - Annulation - Effet - Distinction - Caractère divisible des stipulations - Effet immédiat - Caractère non divisible - Report - 1° Stipulations reprises d'une précédente convention agréée - Caractère indifférent - Obstacle à leur contestation (non) - 2° Différé spécifique d'indemnisation - Montant - Prise en compte des sommes ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative - Dispositif conduisant à priver certains salariés de toute indemnisation liée à la perte injustifiée d'emploi - Atteinte au droit d'obtenir une réparation - 3° Organisations signataires de la convention d'assurance-chômage - Compétence (non) - a) Répétition d'indu en matière d'allocations - b) Omission de déclaration de reprise d'activité - Sanctions

Conseil d'État (1^{ère} et 6^{ème} srr) 5 octobre 2015 690

Table chronologique de la jurisprudence

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE	
2009					
DÉCEMBRE	29/12/2009	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 3)	Affaire C. c/ RATP	179	
2011					
SEPTEMBRE	27/09/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. n° 10-13.640	181	
2013					
AOÛT	16/08/2013	TGI Paris (Référé)	Union syndicale CGT RATP et a. c/ RATP	182	
2014					
AVRIL	14/04/2014	TGI Nanterre (référé)	A. c/ Pôle Emploi	578	
JUIN	10/06/2014	TA Lyon (5 ^e ch.)	P. A. (groupe Ontex)	50	
	17/06/2014	TGI Paris	CHSCT Hôtel Bristol et Union locale CGT du 8 ^e arrondissement de Paris c/ SAS Hôtel Le Bristol	21	
	18/06/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	SFR c/ A. (p. n° 12-18.589)	303	
	24/06/2014	CA Chambéry (Ch. Soc.)	Crescendo Restauration c/ A.	193	
JUILLET	24/06/2015	TGI Paris (référé)	C. c/ Pôle Emploi	580	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	CE de la Société Akka IS c/ Sté Akka Informatique et Systèmes (p. n° 13-17.357)	26	
	02/07/2014	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 6)	M. c/ RATP	184	
	02/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	C. c/ AGS CGEA Ile-de-France Ouest (p. n° 13-11.948)	642	
	08/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sofarec et a. (p. n° 13-15.573)	42	
	11/04/2014	TA Cergy-Pontoise (9 ^e ch.)	Affaire CGT Transports Mory Ducros	202	
	12/07/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Finimétal c/ C. (p. n° 12-12.562)	6	
	21/07/2014	TGI Saverne (Référé)	Union départementale CGT et a. c/ Sotralentz Construction et a.	635	
	AOÛT	06/08/2014	Cons. constitutionnel	Loi de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2014 (décision n° 2014-698 DC)	667
		14/08/2014	TGI Bobigny (Ch. 1 – Sect. 5)	SAS Aigle Azur Transport Aériens c/ CE de la SAS Aigle Azur	190
SEPTEMBRE	02/09/2014	C. Cass. (Ch. Crim.)	P. n° 13-80.665	208	
	10/09/2014	CA Rouen (Ch. civ. et com.)	Syndicat CGT Raffinerie de Petit-Couronne et a. c/ Mandataire liquidateur de la Sté Petroplus Raffinage Petit-Couronne	63	
	16/09/2014	CAA Versailles (4 ^e ch.)	CCE Heinz et syndicat CGT Bénédicte	44	
	18/09/2014	CPH Toulouse (Encad.)	D. c/ Molex Inc. Et liquidateur de Molex Automotive	37	
	23/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Centré d'étude et de recherche médicale d'Archamps c/ X (p. n° 13-17.140)	33	
	24/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Appli'plast c/ V. (p. n° 12-16.991)	170	
	29/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	E. c/ CNAMTS (p. n° 13-13.661)	60	
	30/09/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. c/ Sté Pépinières Jean Barnier (p. n° 13-13.522)	29	
	30/09/2014	CA Amiens (5 ^e ch. soc.)	Sté Continental France SNC – Sté Continental Aktiengesellschaft c/ F.	52	

OCTOBRE	08/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mutualité sociale agricole du Languedoc c/ C. (p. n° 13-11.789)	62	
	08/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Henkel technologies France c/ B. et a. (p. n° 13-14.973)	169	
	08/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Finapole c/ B. (p. n° 13-14.991)	196	
	21/10/2014	CAA Versailles	Affaire CGT Transports Mory Ducros	203	
	22/10/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	UD CGT de l'Ardèche c/ Établissements Clément Faugier (p. n° 14-60.016)	360	
NOVEMBRE	05/11/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. et a. c/ Doux Père Dodu et a. (p. n° 13-14.077)	301	
	05/11/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	D. c/ Le Joint français (p. n° 13-18.984)	368	
	05/11/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sanofi Adventis recherche et développement (R&D) c/ CCE Sanofi (p. n° 13-17.270)	416	
	21/11/2014	Cons. Constitutionnel	Loi du pays relative à l'accès à l'emploi titulaire des fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie, décision n° 2014-4 LP	549	
	28/11/2014	Conseil d'État (1 ^{ère} / 6 ^{ème} ssr)	Union syndicale Solidaires (req. n° 362.82)	279	
DÉCEMBRE	02/12/2014	TGI Paris (3 ^{ème} ch. correct.)	CHSCT BUS et a. c/ RATP et a.	503	
	03/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Orexad c/ X. (p. n° 13-22.343)	310	
	09/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	EDF c/ I. (p. n° 13-16.045)	197	
	09/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sociétés Baxter et a. c/ M. (p. n° 13-16.559)	422	
	09/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ Aldi marché bois Grenier (p. n° 13-22.212)	427	
	10/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sotraisol fondations c/ X. (p. n° 13-12.529)	308	
	10/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Laboratoire M. et L. c/ S. (p. n° 13-22.135)	508	
	11/12/2014	Cons. constitutionnel	Loi relative à la désignation des conseillers prud'hommes (décision n° 2014-704 DC)	669	
		16/12/2014	CA Versailles	D. c/ Société FMS Borgne	363
		17/12/2014	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cattin filtration c/ G. (p. n° 14-60.165)	190
		19/12/2014	CPH Clermont-Ferrand (Act. div., Concil. – Départ.)	M. c/ SARL Point Permis	655
		26/12/2014	TGI Bobigny (Ch. 9)	Alter-Expertise c/ Peugeot Citroën Automobiles	409

2015

JANVIER	07/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Peinture industrielle email au four Ets Biousse c/ M. (p. n° 13-17.602)	619
	06/01/2015	CPH Paris (Encadr., Concil. – Départ.)	S. c/ Société Capgemini Consulting	657
	13/01/2015	CA Agen (Ch. Soc.)	A. c/ Société Barat Étiquettes venant aux droits de la SAS Imprimerie Barat	518
	27/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération nationale des personnels des sociétés d'études de conseil et de prévention CGT c/ Fédération des syndicats de sociétés d'études de conseil (p. n° 13-22.179)	288
	28/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	FNME CGT et a. c/ GrDF (p. n° 14-15.723)	297
	28/01/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Coordination Région Île-de-France FNME CGT et a. c/ GrDF (p. n° 14-14.935)	298
	FÉVRIER	04/02/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Jam communication c/ J. (p. n° 13-25.627)
04/02/2015		C. Cass. (Ch. Soc.)	G. c/ Poitiers Basket 86 (p. n° 13-26.172)	517
05/02/2015		TGI Nanterre (Civ. 2 ^e ch.)	CGT EADS Astrium Toulouse et a. c/ Airbus Defense & Space	344
11/02/2015		C. Cass. (Ch. Soc.)	Mutualité française Champagne-Ardenne SSAM c/ L. (p. n° 13-23.673)	339
11/02/2015		C. Cass. (Ch. Soc.)	Régie des Transports marseillais c/ CGT de la RTM (p. n° 13-14.607)	418
26/02/2015		CA Versailles	Société CS Systèmes d'information c/ M.	662

MARS	11/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	C. c/ Halla Visteon Charleville (p. n° 13-18.603)	429
	19/03/2015	CADA	Avis n° 20150286	421
	24/03/2015	CAA Versailles (4 ^{ème} ch.)	Société Renault	537
	25/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. c/ Sociétés Mory Ducros et a. (p. n° 13-28.229)	296
	25/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	T. c/ Société Safen (p. n° 13-27.695)	327
	25/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	N. c/ Société Sword (p. n° 14-10.149)	361
	27/03/2015	TGI Paris (Référé)	Président du CHSCT c/ CHSCT IdF de l'établissement Fce BEE GDG Suez	632
	31/03/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Maguin c/ Z. (p. n° 13-24.410 P)	665
AVRIL	01/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ société Noval (p. n° 14-12.246)	647
	07/04/2015	TGI Paris (référé)	B. c/ Pôle Emploi	579
	07/04/2015	CA Lyon (1 ^{ère} ch. civ.)	CFDT Services de santé et s13-25.283) services sociaux du Rhône c/ Union de gestion Réseau de santé mutualise	539
	09/04/2015	TGI Paris (31 ^{ème} ch. correct.)	Global Facility Services	543
	14/04/2015	CA Versailles (6 ^{ème} ch.)	B. c/ Neopost France	525
	15/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fondation Léopold Bellan c/ M. (p. n° 13-25.283)	539
	15/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Union locale CGT de Pontivy c/ Unicopa développement (p. n° 13-27.520)	649
	24/04/2015	Cons. constitutionnel	Conférence des présidents d'université, décision n° 2015-465 QPC	552
	29/04/2015	TGI Nanterre (référé)	Syndicat CFE-CGC du nucléaire c/ Areva NC	541
		05/05/2015	TGI Paris	SAT RATP c/ RATP
MAI	07/05/2015	CA Versailles (14 ^e ch.)	Capgemini Technology services et a. c/ CHSCT Centre-Ouest CTS	704
	19/05/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	I. c/ La Poste (p. n° 13-26.916)	497
	26/05/2015	CPH Évreux (Encadr.)	J. c/ UTC Aerospace Systems	533
		02/06/2015	TGI Paris	RATP c/ CHSCT de SEM/CML
JUIN	02/06/2015	CA Riom (4 ^e ch. civ.)	SA Axa France Vie et AXA France Iard c/ R.	659
	04/06/2015	CA Paris s(P. 6 – Ch. 2)	Fédération nationale CGT du Personnel des Sociétés d'études, de conseil et de prévention et a. c/ SAS Open	725
	10/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	AB immobilier c/ M. (p. n° 13-25.554)	644
	10/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ le Fournil des arènes (p. n° 14-13.318)	645
	17/06/2015	TGI Nanterre (référé)	CCE de l'UES Bull c/ Bull SAS et a.	706
	23/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	A. c/ BVA (p. n° 14-14.844 s.)	512
	24/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	JDA Software France c/ L. (p. n° 14-13.829)	718
	30/06/2015	T. Police Saverne	Sotralentz et a.	638
	30/06/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	E. c/ Société EFF EFF France (p. n° 13-28.146)	713
		09/07/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	La Carotte joyeuse c/ M (p. n° 13-21.528)
SEPTEMBRE	10/09/2015	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	D. et CGT Mac Donald's c/ Mac Donald's Paris-Sud	721
	22/09/2015	TGI Paris (référé)	CGT HPE et a. c/ CDS Invest	709
OCTOBRE	05/10/2015	Conseil d'État (1 ^{ère} / 6 ^{ème} SSR)	Association des amis des intermittents et précaires t a. (req. n° 383.956 s.)	685

le moyen, que seul un manquement de l'employeur suffisamment grave de nature à rendre impossible la poursuite de la relation salariale peut justifier la prise d'acte par le salarié de son contrat de travail ; que tel n'est pas le cas lorsque les faits imputés à faute à l'employeur sont anciens et que celui-ci a continué à travailler pendant plusieurs années après la dénonciation de ces faits ; qu'en relevant que depuis 2004, l'association Aurore n'avait rémunéré ni les heures de travail complémentaires et supplémentaires effectuées par M. L., ni ses heures de délégation liées à l'exercice de son mandat de représentant du personnel, ce qui faisait l'objet d'une procédure prud'homale depuis le 26 juin 2005, pour en déduire que les manquements de l'association Aurore étaient d'une gravité suffisante pour empêcher la poursuite du contrat de travail et justifier la prise d'acte par M. L. de la rupture de son contrat le 27 août 2007 quand il ressort de ses propres constatations que le non paiement de ces sommes qui était ancien et devait être tranché par le juge prud'homal, n'avait pas empêché M. L. de continuer à travailler ;

Mais attendu que la cour d'appel qui a constaté que depuis 2004 et malgré les réclamations réitérées du salarié et la saisine de la juridiction prud'homale en 2005, l'employeur n'avait rémunéré ni les heures complémentaires et supplémentaires effectuées par le salarié, ni ses heures de délégation, sans autre justification, s'agissant des heures supplémentaires, que les modifications successives de la législation relative au temps de travail, a pu en déduire que ces manquements de l'employeur à ses obligations, empêchaient la poursuite du contrat de travail ; que le moyen n'est pas fondé ; [...]

Sur le second moyen du pourvoi principal de l'employeur :

Vu les articles L.2411-5 et L.2314-27 du code du travail ;

Attendu que pour condamner l'employeur à payer au salarié une indemnité pour violation du statut protecteur correspondant à 49 mois et trois semaines de salaire mensuel brut, l'arrêt retient que le salarié dont le mandat de délégué du personnel a été renouvelé en avril 2007 pour une durée de quatre ans, est fondé à solliciter une telle indemnité d'un montant correspondant à la période de protection restant à courir à compter de la rupture jusqu'au mois d'octobre 2011, soit six mois après l'expiration de son mandat ;

Attendu cependant que le délégué du personnel qui ne demande pas la poursuite du contrat de travail illégalement rompu a droit à une indemnité pour violation du statut protecteur égale à la rémunération qu'il aurait perçue depuis son éviction jusqu'à l'expiration de la période de protection, dans la limite de deux ans, durée minimale légale de son mandat, augmentée de six mois ;

Qu'en statuant comme elle a fait, la cour d'appel a violé les textes susvisés ; [...]

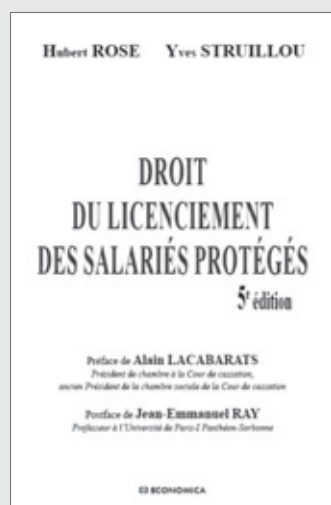
Par ces motifs :

Casse et annule, mais seulement en ce qu'il a alloué au salarié la somme de 160143,40 euros à titre d'indemnité pour violation du statut protecteur [...].

(M. Frouin, prés. – Mme Lambremon, rapp. – M. Weissmann, av. gén. – SCP Gadiou et Chevallier, SCP Waquet, Farge et Hazan, av.)

DROIT DU LICENCIEMENT DES SALARIÉS PROTÉGÉS (5^{ème} édition)

Hubert Rose et Yves Struillou



Sommaire :

- Le champ de la protection
- La procédure de licenciement des salariés protégés : la procédure interne à l'entreprise
- La procédure de licenciement des salariés protégés : la procédure administrative
- La procédure de licenciement des salariés protégés : le contrôle de l'autorité administrative
- La procédure de licenciement des salariés protégés : la décision de l'inspecteur du travail
- Les voies de recours devant l'administration
- Les voies de recours devant la justice
- Questions particulières

Economica – ISBN 978-2-7178-6723-7 – 1656 pages – 2015 – 59 euros